



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PROVENCE-ALPES-CÔTE-
D'AZUR

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°R93-2020-094

PUBLIÉ LE 17 JUILLET 2020

Sommaire

ARS DT84

R93-2020-06-22-006 - arrêté portant composition nominative du conseil d'administration de l'EHPAD "Jeanne de Baroncelli" à Caderousse (2 pages) Page 4

ARS PACA

R93-2020-07-06-004 - DECISION 050002138 DECISION TARIFAIRE PORTANT MODIFICATION DU FORFAIT GLOBAL DE SOINS POUR 2020 (6 pages) Page 7

R93-2020-07-06-005 - DECISION 060782596 DECISION TARIFAIRE PORTANT MODIFICATION DU FORFAIT GLOBAL DE SOINS POUR 2020 (6 pages) Page 14

R93-2020-07-06-006 - DECISION 060784204 DECISION TARIFAIRE PORTANT MODIFICATION DU FORFAIT GLOBAL DE SOINS POUR 2020 (6 pages) Page 21

R93-2020-07-06-007 - DECISION 060790532 DECISION TARIFAIRE PORTANT MODIFICATION DU FORFAIT GLOBAL DE SOINS POUR 2020 (6 pages) Page 28

R93-2020-07-06-008 - DECISION 060791365 DECISION TARIFAIRE PORTANT MODIFICATION DU FORFAIT GLOBAL DE SOINS POUR 2020 (6 pages) Page 35

R93-2020-07-06-009 - DECISION 060793734 DECISION TARIFAIRE PORTANT MODIFICATION DU FORFAIT GLOBAL DE SOINS POUR 2020 (6 pages) Page 42

R93-2020-07-06-002 - DECISION 840006084 DECISION TARIFAIRE PORTANT MODIFICATION DU FORFAIT GLOBAL DE SOINS POUR 2020 (6 pages) Page 49

R93-2020-07-06-003 - DECISION 840007835 DECISION TARIFAIRE PORTANT MODIFICATION DU FORFAIT GLOBAL DE SOINS POUR 2020 (6 pages) Page 56

R93-2020-07-15-002 - Décision administrateur provisoire Les Cadeneaux (3 pages) Page 63

R93-2020-07-15-001 - Décision suspension activité Les Cadeneaux (4 pages) Page 67

R93-2020-07-06-010 - RAA du 10072020 Dept 84 (1 page) Page 72

R93-2020-07-08-006 - RAA du 150720 Dept 06 (1 page) Page 74

DIRM

R93-2020-07-09-003 - 20200709145750 (6 pages) Page 76

DRAAF PACA

R93-2020-07-03-027 - Arrêté modifiant l'arrêté du 18 juin 2018 portant reconnaissance du groupement d'intérêt économique et environnemental forestier (GIEEF) de la Laye et du Lauzon (2 pages) Page 83

R93-2020-07-10-001 - Arrêté modifiant l'arrêté du 23 juin 2020 portant autorisation d'exploiter à l'EARL DE VILLENEUVE 04500 ROUMOULES (2 pages) Page 86

R93-2020-07-10-003 - Arrêté portant autorisation d'exploiter de M. Jeremy LIEUTIER 04200 SISTERON (2 pages) Page 89

R93-2020-07-10-005 - Arrêté portant autorisation d'exploiter de Mme Sylvie AILLAUD-ESPOSITO 05300 UPAIX (2 pages) Page 92

R93-2020-07-10-004 - Arrêté portant refus d'autorisation d'exploiter de la SCEA DU BOIS DU RIF 05300 LE POËT (2 pages) Page 95

| | |
|---|----------|
| R93-2020-07-10-006 - Arrêté portant refus d'autorisation d'exploiter de M. François NICOLAS (2 pages) | Page 98 |
| R93-2020-01-10-109 - Décision tacite d'autorisation d'exploiter de M.Frédéric FONCEL 06530 PEYMEINADE (2 pages) | Page 101 |
| DRJSCS PACA | |
| R93-2020-07-10-002 - ARRÊTÉ Portant nomination des membres du jury Du diplôme d'Etat de préparateur en pharmacie hospitalière Session Juillet 2020 (3 pages) | Page 104 |
| R93-2020-07-07-001 - Arrêté portant nomination des membres du jury du diplôme d'Etat d'accompagnement éducatif et social Session 2020 (2 pages) | Page 108 |
| Mission Nationale de Contrôle (MNC) et d'audit des organismes de Sécurité Sociale | |
| R93-2020-07-09-001 - Arrêté modificatif n° 5/5RGCD2018/6 du 09 juillet 2020 portant modification de la composition du conseil d'administration du Conseil départemental de l'URSSAF du Var (2 pages) | Page 111 |
| R93-2020-07-09-002 - Arrêté modificatif n°5/3RG2018/6 du 09 juillet 2020 portant modification de la composition du conseil d'administration de la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes (2 pages) | Page 114 |
| Rectorat de l'académie de Nice | |
| R93-2020-06-12-007 - Arrêté du 12 juin 2020 portant mise à disposition des personnels des services régionaux et interacadémiques (16 pages) | Page 117 |

ARS DT84

R93-2020-06-22-006

arrêté portant composition nominative du conseil
d'administration de l'EHPAD "Jeanne de Baroncelli" à
Caderousse

Délégation départementale de Vaucluse
Departement de l'animation territoriale-DD84

ARRÊTE N°DD84-0620-4255-D

Portant composition nominative du Conseil d'Administration de
l'EHPAD « Jeanne de Baroncelli » à CADEROUSSE

Le Directeur général de l'Agence régionale de santé de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le code de le code de l'Action sociale et des familles notamment ses articles R 315-15 et R 315-23-5 ;
- VU** la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière notamment son article 2 ;
- VU** le décret n°2005-1260 du 4 octobre 2005 relatif à la composition des conseils d'administration des établissements publics sociaux et médico-sociaux et aux modalités de désignation de leurs membres ;
- VU** le décret 2010-344 du 31 mars 2010 et notamment ses articles 253 à 255 ;
- VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- VU** le décret du 19 décembre 2018 portant nomination de Monsieur Philippe DE MESTER, en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Provence-Alpes Côte d'Azur à compter du 15 janvier 2019 ;
- VU** l'arrêté du 15 janvier 2019 du directeur général de l'Agence régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur portant délégation de signature à Madame Caroline CALLENS, en tant que déléguée départementale ;
- VU** l'arrêté n°DD84-0916-6493-D du 13 septembre 2016 portant composition nominative du conseil d'administration de l'EHPAD « Jeanne de Baroncelli » ;
- VU** le courrier du directeur de l'EHPAD « Jeanne de Baroncelli » à Caderousse en date du 16 juin 2020 portant la nouvelle composition nominative du conseil d'administration de l'établissement ;
- VU** les propositions formulées par les assemblées ou organismes concernés ;
- SUR** la proposition du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence Alpes Côtes d'Azur ;



ARRÊTE

Article 1^{er} : - L'arrêté sus-visé en date du 13 septembre 2016 portant composition nominative du Conseil d'Administration de l'EHPAD « Jeanne de Baroncelli » est abrogé.

Article 2 : - la composition du conseil d'administration de l'EHPAD « Jeanne de Baroncelli » à Caderousse est fixée ainsi qu'il suit :

- 1°- REPRESENTANTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES :

- M. Christophe REINIER-DUVAL, Maire de Caderousse - Président
- Mme Christine RIEU, conseil Municipal de Caderousse
- Mme Béatrice REHOR, conseil Municipal de Caderousse

- 2°- REPRESENTANTS DU DEPARTEMENT :

- M. Yann BOMPARD, conseil départemental
- Mme Marie-Thérèse GALMARD, conseil départemental
- M. Thierry LAGNEAU, conseil départemental

- 3° - REPRESENTANTS DES RESIDENTS

- M. Lucien ROCHE, résident
- M. Bertrand QUEFFURUS, résident

- 4° - REPRESENTANTS DU PERSONNEL DE L'ETABLISSEMENT

- Mme Rachida KARTAF, OPQ
- Mme Carole CERDA, AS

- 5° - PERSONNALITES DESIGNEES EN FONCTION DE LEUR COMPETENCE

- M. Egide STASSI
- M. Gérard TESTU

Article 3 : La durée du mandat des membres du conseil d'administration est fixée à trois ans, à compter de la date de signature du présent arrêté soit le 22 juin 2020 sous réserve de l'application des dispositions de l'article R315-21 du code de l'action sociale est des familles. En tout état de cause le mandat prend fin en même temps que le mandat ou les fonctions au titre desquels les intéressés ont été désignés.

Article 4 : - Un recours contentieux peut être formé auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai franc de deux mois à compter de la notification du présent arrêté pour les intéressés ou de sa publication pour les tiers. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr

Article 5 : - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Directrice de la délégation départementale de Vaucluse et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de Vaucluse.

Avignon, le 22 juin 2020

Pour le Directeur Général et par délégation
L'Adjointe à la Directrice de la délégation
départementale de Vaucluse

Nadra BENAYACHE

ARS PACA

R93-2020-07-06-004

DECISION 050002138 DECISION TARIFAIRE
PORTANT MODIFICATION DU FORFAIT GLOBAL
DE SOINS
POUR 2020

DECISION TARIFAIRE N°734 PORTANT MODIFICATION DU FORFAIT GLOBAL DE SOINS
POUR 2020 DE
EHPAD LES TROIS FONTAINES - 050002138

Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2019-1446 du 24/12/2019 de financement de la Sécurité Sociale pour 2020 publiée au Journal Officiel du 27/12/2019 ;
- VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- VU l'arrêté ministériel du 5 juin 2020 fixant pour l'année 2020 la contribution des régimes d'assurance maladie, l'objectif des dépenses et le montant total annuel des dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnée à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant le montant mentionné à l'article L.314-3-4 du même code, publié au Journal Officiel du 9 juin 2020 ;
- VU la décision n° 2020-07 du 11 juin 2020 de la directrice de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie relative aux dotations régionales limitatives 2020 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2020, publiée au Journal Officiel du 17 juin 2020 ;
- VU l'arrêté du 17 juin 2020 fixant pour 2020 les valeurs du point mentionnées à l'article R.314-162 du code de l'action sociale et des familles et le taux de revalorisation des produits de la tarification reconductibles afférents aux soins, publié au Journal Officiel du 21 juin 2020 ;
- VU le décret du 19 décembre 2018 portant nomination de Monsieur Philippe DE MESTER en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 03/01/2017 autorisant la création de la structure EHPAD dénommée EHPAD LES TROIS FONTAINES (050002138), sise à GAP et gérée par l'entité dénommée C.C.A.S. - GAP (050001569);

Considérant la décision tarifaire initiale portant fixation du forfait globale de soins pour 2020 de la structure concernée ;

DECIDE

Article 1^{ER} A compter du 01/01/2020, le forfait global de soins est fixé à 1 932 316,27 € au titre de 2020, dont 108 527,00 € à titre non reconductible.

Les mesures relatives à la prime « Grand âge », aux crédits exceptionnels COVID-19 (compensation perte de recettes) et à la prime exceptionnelle COVID-19 à verser aux agents, d'un montant total de 108 527,00 €, font l'objet d'un **VERSEMENT EN UNE SEULE FOIS**.

Ces 3 mesures déduites, la fraction forfaitaire **mensuelle** s'établit à 151 982,44 €

Pour 2020, les tarifs sont décomposés comme suit :

| | Forfait global de soins | Prix de journée (en €) |
|------------------------------|-------------------------|------------------------|
| Hébergement Permanent | 1 843 924,36 € | 0.00 |
| UHR | 0,00 € | 0.00 |
| PASA | 65 140,51 € | 0.00 |
| Hébergement Temporaire | 23 251,40 € | 0.00 |
| Accueil de jour | 0,00 € | 0.00 |
| Plateforme de répit | 0,00 € | 0.00 |
| Financements complémentaires | 0,00 € | 0.00 |
| SSIAD PA | 0,00 € | 0.00 |
| Equipe spécialisée ALZHEIMER | 0,00 € | 0.00 |

Article 2 A compter du 1er janvier 2021, en application de l'article L.314-7 du CASF, le forfait global de soins est fixé, à titre transitoire, à 2 125 845,69 €.

Les tarifs de reconduction sont fixés à :

| | Forfait global de soins | Prix de journée (en €) |
|------------------------|-------------------------|------------------------|
| Hébergement Permanent | 2 002 576,68 € | 0.00 |
| UHR | 0,00 € | 0.00 |
| PASA | 65 140,51 € | 0.00 |
| Hébergement Temporaire | 58 128,50 € | 0.00 |
| Accueil de jour | 0,00 € | 0.00 |

| | | |
|------------------------------|--------|------|
| Plateforme de répit | 0,00 € | 0.00 |
| Financements complémentaires | 0,00 € | 0.00 |
| SSIAD PA | 0,00 € | 0.00 |
| Equipe spécialisée ALZHEIMER | 0,00 € | 0.00 |

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 177 153,81 €.

- Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin, 69433, LYON Cedex 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.
- Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé(e) de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire C.C.A.S. - GAP (050001569) et à l'établissement concerné.

Fait à MARSEILLE, le 06/07/2020

NOTE TECHNIQUE 2020



| FINESSE ET | RAISON SOCIALE ET | COMMUNE |
|------------------|----------------------------------|------------|
| 050002138 | EHPAD LES TROIS FONTAINES | GAP |

Email ET : direction.ehpad@ville-gap.fr

Email EJ : direction.ehpad@ville-gap.fr

Réf. Interne : DOMS-0720-0483-I

CAPACITE INSTALLEE

| Nbre de places : | EHPAD + RESID. AUTONOMIE | HT | AJ | PASA | UHR | SSIAD PA | ESA |
|------------------|--------------------------|----|----|------|-----|----------|-----|
| au 31/12/2019 | 166 | 5 | 0 | 14 | 0 | 0 | 0 |
| au 31/12/2020 | 166 | 5 | 0 | 14 | 0 | 0 | 0 |

DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT SOINS AU 01/01/2020

| Base totale au 01/01/2020 | 1 951 152,60 € | | | | | | | | |
|---------------------------|----------------|-------------|--------|-------------|--------|--------|----------|--------|------------|
| répartie comme suit : | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA | FI. COMPL. |
| Montant | 1 827 883,59 € | 58 128,50 € | 0,00 € | 65 140,51 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

AUTRES ELEMENTS DE TARIFICATION

| | Date de validation | Source | | AJ ou SSIAD PA |
|------------------|--------------------|---------------|------------------------------------|----------------|
| GMP | 27/06/2018 | GALAAD | Coût à la place | 0,00 € |
| PMP | 08/06/2017 | GALAAD | Moyenne taux activité 2017/2018 | 0,00 % |
| PUI | NON | | | |
| Option tarifaire | PARTIEL | au 01/01/2020 | | |
| Valeur du point | 10,37 | | | |

| | référence valeur du point | |
|--|---------------------------|---------|
| | GLOBAL AVEC PUI | 13,10 € |
| | GLOBAL SANS PUI | 12,44 € |
| | PARTIEL AVEC PUI | 10,99 € |
| | PARTIEL SANS PUI | 10,37 € |

Calcul de la dotation plafond :

$((PMP * 2,59) + GMP) * \text{capacité} * \text{valeur du point}$

Montant dotation plafond 2 157 163,05 €

TARIFICATION 2020

ACTUALISATION

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|-----------------------|-------------------|-------------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Taux | 1,10 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % |
| Montant | 20 106,72 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Total base actualisée | 1 847 990,31 € | 58 128,50 € | 0,00 € | 65 140,51 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

RESORPTION DE L'ECART A LA DOTATION PLAFOND

| | | |
|---------|---|---|
| | Ecart à la dotation plafond après actualisation | Résorption de l'écart (1/2 de l'écart à la dotation plafond après actualisation) |
| Montant | 309 172,74 € | Montant alloué 154 586,37 € |

MESURES NOUVELLES

Créations :

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|----------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Autres mesures nouvelles :

| | IDE de nuit (astreintes) | Prime Grand âge | Passage au tarif global | Développement accueil temporaire Stratégie aidants |
|---------|---------------------------------|------------------------|--------------------------------|---|
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

REDEPLOIEMENTS

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|----------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

MISES EN RESERVES TEMPORAIRES

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|----------------------|-------------------|--------------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places | 24 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montant | -267 179,32 € | -34 877,10 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Montant contrôle CNR | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2020

| Formation | Soutien à l'investissement + systèmes d'information) | Médicaments et dispositifs médicaux | Autres CNR (PATHOS + autres) | Crédits exceptionnels COVID-19 (surcoût + compensation perte recettes) | Expérimentations régionales (IDE de nuit + PASA de nuit) | Situations exceptionnelles | ESMS en difficulté | Qualité de vie au travail | Neutralisation perte dépendance | Neutralisation perte soins | Prime exceptionnelle COVID-19 |
|-----------|--|-------------------------------------|------------------------------|--|--|----------------------------|--------------------|---------------------------|---------------------------------|----------------------------|-------------------------------|
| 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 14 027,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 94 500,00 € |

TOTAL CNR 2020 108 527,00 €

AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2018

RESULTAT RETENU

Montant 0,00 €

Commentaires

DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT AU 31/12/2020

| | |
|--------------------------------|----------------|
| Dotation globale au 31/12/2020 | 1 932 316,27 € |
| EAP 2021 : mesures nouvelles | 0,00 € |
| EAP 2021 : redéploiements | 0,00 € |
| Base au 01/01/2021 | 2 125 845,69 € |

Commentaires

ARS PACA

R93-2020-07-06-005

DECISION 060782596 DECISION TARIFAIRE
PORTANT MODIFICATION DU FORFAIT GLOBAL
DE SOINS
POUR 2020

DECISION TARIFAIRE N°735 PORTANT MODIFICATION DU FORFAIT GLOBAL DE SOINS
POUR 2020 DE
RESIDENCE AUTONOMIE LES STRELITZIAS - 060782596

Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2019-1446 du 24/12/2019 de financement de la Sécurité Sociale pour 2020 publiée au Journal Officiel du 27/12/2019 ;
- VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- VU l'arrêté ministériel du 5 juin 2020 fixant pour l'année 2020 la contribution des régimes d'assurance maladie, l'objectif des dépenses et le montant total annuel des dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnée à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant le montant mentionné à l'article L.314-3-4 du même code, publié au Journal Officiel du 9 juin 2020 ;
- VU la décision n° 2020-07 du 11 juin 2020 de la directrice de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie relative aux dotations régionales limitatives 2020 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2020, publiée au Journal Officiel du 17 juin 2020 ;
- VU l'arrêté du 17 juin 2020 fixant pour 2020 les valeurs du point mentionnées à l'article R.314-162 du code de l'action sociale et des familles et le taux de revalorisation des produits de la tarification reductibles afférents aux soins, publié au Journal Officiel du 21 juin 2020 ;
- VU le décret du 19 décembre 2018 portant nomination de Monsieur Philippe DE MESTER en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 0 autorisant la création de la structure Résidence autonomie dénommée RESIDENCE AUTONOMIE LES STRELITZIAS (060782596), sise à ANTIBES et gérée par l'entité dénommée SARL LES STRELITZIAS (060005048);

Considérant la décision tarifaire initiale portant fixation du forfait globale de soins pour 2020 de la structure concernée ;

DECIDE

Article 1^{ER} A compter du 01/01/2020, 1e forfait global de soins est fixé à 83 840,43 € au titre de 2020, dont 4 250,00 € à titre non reconductible.

Les mesures relatives à la prime « Grand âge », aux crédits exceptionnels COVID-19 (compensation perte de recettes) et à la prime exceptionnelle COVID-19 à verser aux agents, d'un montant total de 4 250,00 €, font l'objet d'un **VERSEMENT EN UNE SEULE FOIS**.

Ces 3 mesures déduites, la fraction forfaitaire **mensuelle** s'établit à 6 632,54 €

Pour 2020, les tarifs sont décomposés comme suit :

| | Forfait global de soins | Prix de journée (en €) |
|------------------------------|-------------------------|------------------------|
| Hébergement Permanent | 83 840,43 € | 0.00 |
| UHR | 0,00 € | 0.00 |
| PASA | 0,00 € | 0.00 |
| Hébergement Temporaire | 0,00 € | 0.00 |
| Accueil de jour | 0,00 € | 0.00 |
| Plateforme de répit | 0,00 € | 0.00 |
| Financements complémentaires | 0,00 € | 0.00 |
| SSIAD PA | 0,00 € | 0.00 |
| Equipe spécialisée ALZHEIMER | 0,00 € | 0.00 |

Article 2 A compter du 1er janvier 2021, en application de l'article L.314-7 du CASF, le forfait global de soins est fixé, à titre transitoire, à 79 590,43 €.

Les tarifs de reconduction sont fixés à :

| | Forfait global de soins | Prix de journée (en €) |
|------------------------|-------------------------|------------------------|
| Hébergement Permanent | 79 590,43 € | 0.00 |
| UHR | 0,00 € | 0.00 |
| PASA | 0,00 € | 0.00 |
| Hébergement Temporaire | 0,00 € | 0.00 |
| Accueil de jour | 0,00 € | 0.00 |

| | | |
|------------------------------|--------|------|
| Plateforme de répit | 0,00 € | 0.00 |
| Financements complémentaires | 0,00 € | 0.00 |
| SSIAD PA | 0,00 € | 0.00 |
| Equipe spécialisée ALZHEIMER | 0,00 € | 0.00 |

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 6 632,54 €.

- Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin, 69433, LYON Cedex 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.
- Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé(e) de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire SARL LES STRELITZIAS (060005048) et à l'établissement concerné.

Fait à MARSEILLE, le 06/07/2020

NOTE TECHNIQUE 2020



| FINESSE ET | RAISON SOCIALE ET | COMMUNE |
|------------------|--|----------------|
| 060782596 | RESIDENCE AUTONOMIE LES STRELITZIAS | ANTIBES |

Email ET : f.bracq@hotelstrelitzias.com

Email EJ : f.bracq@hotelstrelitzias.com

Réf. Interne : DOMS-0720-0483-I

CAPACITE INSTALLEE

| | | | | | | | |
|------------------|---------------------------------|-----------|-----------|-------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places : | EHPAD + RESID. AUTONOMIE | HT | AJ | PASA | UHR | SSIAD PA | ESA |
| au 31/12/2019 | 69 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| au 31/12/2020 | 69 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT SOINS AU 01/01/2020

| | | | | | | | | | |
|---------------------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|-------------------|
| Base totale au 01/01/2020 | 79 155,08 € | | | | | | | | |
| répartie comme suit : | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA | FI. COMPL. |
| Montant | 79 155,08 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

AUTRES ELEMENTS DE TARIFICATION

| | | | | | |
|------------------|------|--------------------|--------|------------------------------------|-----------------------|
| | | Date de validation | Source | | AJ ou SSIAD PA |
| GMP | 0,00 | | | Coût à la place | 0,00 € |
| PMP | 0,00 | | | Moyenne taux activité 2017/2018 | 0,00 % |
| PUI | | | | | |
| Option tarifaire | | au 01/01/2020 | | | |
| Valeur du point | | | | | |

| | | |
|----------------------------------|-------------------------|---------|
| <i>référence valeur du point</i> | GLOBAL AVEC PUI | 13,10 € |
| | GLOBAL SANS PUI | 12,44 € |
| | PARTIEL AVEC PUI | 10,99 € |
| | PARTIEL SANS PUI | 10,37 € |

Calcul de la dotation plafond :
 $((PMP * 2,59) + GMP) * \text{capacité} * \text{valeur du point}$

Montant dotation plafond 0,00 €

TARIFICATION 2020

ACTUALISATION

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|-----------------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Taux | 0,55 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % |
| Montant | 435,35 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Total base actualisée | 79 590,43 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

RESORPTION DE L'ECART A LA DOTATION PLAFOND

| | | |
|---------|---|--|
| | Ecart à la dotation plafond après actualisation | Résorption de l'écart (1/2 de l'écart à la dotation plafond après actualisation) |
| Montant | 0,00 € | Montant alloué 0,00 € |

MESURES NOUVELLES

Créations :

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|----------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Autres mesures nouvelles :

| | IDE de nuit (astreintes) | Prime Grand âge | Passage au tarif global | Développement accueil temporaire Stratégie aidants |
|---------|-------------------------------------|----------------------------|------------------------------------|---|
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

REDEPLOIEMENTS

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|----------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

MISES EN RESERVES TEMPORAIRES

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|----------------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Montant contrôle CNR | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2020

| Formation | Soutien à l'investissement + systèmes d'information) | Médicaments et dispositifs médicaux | Autres CNR (PATHOS + autres) | Crédits exceptionnels COVID-19 (surcoût + compensation perte recettes) | Expérimentations régionales (IDE de nuit + PASA de nuit) | Situations exceptionnelles | ESMS en difficulté | Qualité de vie au travail | Neutralisation perte dépendance | Neutralisation perte soins | Prime exceptionnelle COVID-19 |
|-----------|--|-------------------------------------|------------------------------|--|--|----------------------------|--------------------|---------------------------|---------------------------------|----------------------------|-------------------------------|
| 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 4 250,00 € |

TOTAL CNR 2020 4 250,00 €

AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2018

RESULTAT RETENU

Montant 0,00 €

Commentaires

DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT AU 31/12/2020

| | |
|--------------------------------|-------------|
| Dotation globale au 31/12/2020 | 83 840,43 € |
| EAP 2021 : mesures nouvelles | 0,00 € |
| EAP 2021 : redéploiements | 0,00 € |
| Base au 01/01/2021 | 79 590,43 € |

Commentaires

ARS PACA

R93-2020-07-06-006

DECISION 060784204 DECISION TARIFAIRE
PORTANT MODIFICATION DU FORFAIT GLOBAL
DE SOINS
POUR 2020

DECISION TARIFAIRE N°736 PORTANT MODIFICATION DU FORFAIT GLOBAL DE SOINS
POUR 2020 DE
EHPAD LA COLLINE - 060784204

Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2019-1446 du 24/12/2019 de financement de la Sécurité Sociale pour 2020 publiée au Journal Officiel du 27/12/2019 ;
- VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- VU l'arrêté ministériel du 5 juin 2020 fixant pour l'année 2020 la contribution des régimes d'assurance maladie, l'objectif des dépenses et le montant total annuel des dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnée à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant le montant mentionné à l'article L.314-3-4 du même code, publié au Journal Officiel du 9 juin 2020 ;
- VU la décision n° 2020-07 du 11 juin 2020 de la directrice de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie relative aux dotations régionales limitatives 2020 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2020, publiée au Journal Officiel du 17 juin 2020 ;
- VU l'arrêté du 17 juin 2020 fixant pour 2020 les valeurs du point mentionnées à l'article R.314-162 du code de l'action sociale et des familles et le taux de revalorisation des produits de la tarification reductibles afférents aux soins, publié au Journal Officiel du 21 juin 2020 ;
- VU le décret du 19 décembre 2018 portant nomination de Monsieur Philippe DE MESTER en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 03/01/2017 autorisant la création de la structure EHPAD dénommée EHPAD LA COLLINE (060784204), sise à NICE et gérée par l'entité dénommée FONDATION CASIP COJASOR (750829962);

Considérant la décision tarifaire initiale portant fixation du forfait globale de soins pour 2020 de la structure concernée ;

DECIDE

Article 1^{ER} A compter du 01/01/2020, le forfait global de soins est fixé à 2 861 872,61 € au titre de 2020, dont 97 500,00 € à titre non reconductible.

Les mesures relatives à la prime « Grand âge », aux crédits exceptionnels COVID-19 (compensation perte de recettes) et à la prime exceptionnelle COVID-19 à verser aux agents, d'un montant total de 97 500,00 €, font l'objet d'un **VERSEMENT EN UNE SEULE FOIS**.

Ces 3 mesures déduites, la fraction forfaitaire **mensuelle** s'établit à 230 364,38 €

Pour 2020, les tarifs sont décomposés comme suit :

| | Forfait global de soins | Prix de journée (en €) |
|------------------------------|-------------------------|------------------------|
| Hébergement Permanent | 2 743 288,70 € | 0.00 |
| UHR | 0,00 € | 0.00 |
| PASA | 118 583,91 € | 0.00 |
| Hébergement Temporaire | 0,00 € | 0.00 |
| Accueil de jour | 0,00 € | 0.00 |
| Plateforme de répit | 0,00 € | 0.00 |
| Financements complémentaires | 0,00 € | 0.00 |
| SSIAD PA | 0,00 € | 0.00 |
| Equipe spécialisée ALZHEIMER | 0,00 € | 0.00 |

Article 2 A compter du 1er janvier 2021, en application de l'article L.314-7 du CASF, le forfait global de soins est fixé, à titre transitoire, à 2 764 372,61 €.

Les tarifs de reconduction sont fixés à :

| | Forfait global de soins | Prix de journée (en €) |
|------------------------|-------------------------|------------------------|
| Hébergement Permanent | 2 645 788,70 € | 0.00 |
| UHR | 0,00 € | 0.00 |
| PASA | 118 583,91 € | 0.00 |
| Hébergement Temporaire | 0,00 € | 0.00 |
| Accueil de jour | 0,00 € | 0.00 |

| | | |
|------------------------------|--------|------|
| Plateforme de répit | 0,00 € | 0.00 |
| Financements complémentaires | 0,00 € | 0.00 |
| SSIAD PA | 0,00 € | 0.00 |
| Equipe spécialisée ALZHEIMER | 0,00 € | 0.00 |

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 230 364,38 €.

- Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin, 69433, LYON Cedex 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.
- Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé(e) de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire FONDATION CASIP COJASOR (750829962) et à l'établissement concerné.

Fait à MARSEILLE, le 06/07/2020

NOTE TECHNIQUE 2020



| FINESSE ET | RAISON SOCIALE ET | COMMUNE |
|------------------|-------------------------|-------------|
| 060784204 | EHPAD LA COLLINE | NICE |

Email ET : deborah.zakine@casip-cojasor.fr

Email EJ : deborah.zakine@casip-cojasor.fr

Réf. Interne : DOMS-0720-0483-I

CAPACITE INSTALLEE

| | | | | | | | |
|------------------|---------------------------------|-----------|-----------|-------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places : | EHPAD + RESID. AUTONOMIE | HT | AJ | PASA | UHR | SSIAD PA | ESA |
| au 31/12/2019 | 176 | 0 | 0 | 25 | 0 | 0 | 0 |
| au 31/12/2020 | 176 | 0 | 0 | 25 | 0 | 0 | 0 |

DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT SOINS AU 01/01/2020

| | | | | | | | | | |
|---------------------------|-------------------|-----------|-----------|--------------|------------|------------|-----------------|------------|-------------------|
| Base totale au 01/01/2020 | 2 571 969,00 € | | | | | | | | |
| répartie comme suit : | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA | FI. COMPL. |
| Montant | 2 453 385,09 € | 0,00 € | 0,00 € | 118 583,91 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

AUTRES ELEMENTS DE TARIFICATION

| | Date de validation | Source | AJ ou SSIAD PA |
|------------------|--------------------|----------------|--|
| GMP | 21/11/2018 | Attestation CD | Coût à la place 0,00 € |
| PMP | 15/11/2018 | GALAAD | Moyenne taux activité 2017/2018 0,00 % |
| PUI | OUI | | |
| Option tarifaire | PARTIEL | au 01/01/2020 | |
| Valeur du point | 10,99 | | |

| | | |
|----------------------------------|------------------|---------|
| <i>référence valeur du point</i> | GLOBAL AVEC PUI | 13,10 € |
| | GLOBAL SANS PUI | 12,44 € |
| | PARTIEL AVEC PUI | 10,99 € |
| | PARTIEL SANS PUI | 10,37 € |

Calcul de la dotation plafond :

$((PMP * 2,59) + GMP) * \text{capacité} * \text{valeur du point}$

Montant dotation plafond 2 811 205,07 €

TARIFICATION 2020

ACTUALISATION

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|-----------------------|-------------------|-----------|-----------|--------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Taux | 1,10 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % |
| Montant | 26 987,24 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Total base actualisée | 2 480 372,33 € | 0,00 € | 0,00 € | 118 583,91 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

RESORPTION DE L'ECART A LA DOTATION PLAFOND

| | | |
|---------|---|---|
| | Ecart à la dotation plafond après actualisation | Résorption de l'écart (1/2 de l'écart à la dotation plafond après actualisation) |
| Montant | 330 832,75 € | Montant alloué 165 416,37 € |

MESURES NOUVELLES

Créations :

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|----------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Autres mesures nouvelles :

| | IDE de nuit (astreintes) | Prime Grand âge | Passage au tarif global | Développement accueil temporaire Stratégie aidants |
|---------|---------------------------------|------------------------|--------------------------------|---|
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

REDEPLOIEMENTS

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|----------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

MISES EN RESERVES TEMPORAIRES

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|----------------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Montant contrôle CNR | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2020

| Formation | Soutien à l'investissement + systèmes d'information) | Médicaments et dispositifs médicaux | Autres CNR (PATHOS + autres) | Crédits exceptionnels COVID-19 (surcoût + compensation perte recettes) | Expérimentations régionales (IDE de nuit + PASA de nuit) | Situations exceptionnelles | ESMS en difficulté | Qualité de vie au travail | Neutralisation perte dépendance | Neutralisation perte soins | Prime exceptionnelle COVID-19 |
|-----------|--|-------------------------------------|------------------------------|--|--|----------------------------|--------------------|---------------------------|---------------------------------|----------------------------|-------------------------------|
| 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 97 500,00 € |

TOTAL CNR 2020 97 500,00 €

AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2018

RESULTAT RETENU

Montant 0,00 €

Commentaires

DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT AU 31/12/2020

| | |
|--------------------------------|----------------|
| Dotation globale au 31/12/2020 | 2 861 872,61 € |
| EAP 2021 : mesures nouvelles | 0,00 € |
| EAP 2021 : redéploiements | 0,00 € |
| Base au 01/01/2021 | 2 764 372,61 € |

Commentaires

ARS PACA

R93-2020-07-06-007

DECISION 060790532 DECISION TARIFAIRE
PORTANT MODIFICATION DU FORFAIT GLOBAL
DE SOINS
POUR 2020

DECISION TARIFAIRE N°737 PORTANT MODIFICATION DU FORFAIT GLOBAL DE SOINS
POUR 2020 DE
EHPAD DE L'HOPITAL LOCAL DE TENDE - 060790532

Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2019-1446 du 24/12/2019 de financement de la Sécurité Sociale pour 2020 publiée au Journal Officiel du 27/12/2019 ;
- VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- VU l'arrêté ministériel du 5 juin 2020 fixant pour l'année 2020 la contribution des régimes d'assurance maladie, l'objectif des dépenses et le montant total annuel des dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnée à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant le montant mentionné à l'article L.314-3-4 du même code, publié au Journal Officiel du 9 juin 2020 ;
- VU la décision n° 2020-07 du 11 juin 2020 de la directrice de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie relative aux dotations régionales limitatives 2020 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2020, publiée au Journal Officiel du 17 juin 2020 ;
- VU l'arrêté du 17 juin 2020 fixant pour 2020 les valeurs du point mentionnées à l'article R.314-162 du code de l'action sociale et des familles et le taux de revalorisation des produits de la tarification reductibles afférents aux soins, publié au Journal Officiel du 21 juin 2020 ;
- VU le décret du 19 décembre 2018 portant nomination de Monsieur Philippe DE MESTER en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 03/01/2017 autorisant la création de la structure EHPAD dénommée EHPAD DE L'HOPITAL LOCAL DE TENDE (060790532), sise à TENDE et gérée par l'entité dénommée CH SAINT LAZARE DE TENDE (060780921);

Considérant la décision tarifaire initiale portant fixation du forfait globale de soins pour 2020 de la structure concernée ;

DECIDE

Article 1^{ER} A compter du 01/01/2020, 1e forfait global de soins est fixé à 1 011 645,09 € au titre de 2020, dont 56 000,00 € à titre non reconductible.

Les mesures relatives à la prime « Grand âge », aux crédits exceptionnels COVID-19 (compensation perte de recettes) et à la prime exceptionnelle COVID-19 à verser aux agents, d'un montant total de 80 990,95 €, font l'objet d'un **VERSEMENT EN UNE SEULE FOIS**.

Ces 3 mesures déduites, la fraction forfaitaire **mensuelle** s'établit à 77 554,51 €

Pour 2020, les tarifs sont décomposés comme suit :

| | Forfait global de soins | Prix de journée (en €) |
|------------------------------|-------------------------|------------------------|
| Hébergement Permanent | 986 654,14 € | 0.00 |
| UHR | 0,00 € | 0.00 |
| PASA | 0,00 € | 0.00 |
| Hébergement Temporaire | 0,00 € | 0.00 |
| Accueil de jour | 0,00 € | 0.00 |
| Plateforme de répit | 0,00 € | 0.00 |
| Financements complémentaires | 24 990,95 € | 0.00 |
| SSIAD PA | 0,00 € | 0.00 |
| Equipe spécialisée ALZHEIMER | 0,00 € | 0.00 |

Article 2 A compter du 1er janvier 2021, en application de l'article L.314-7 du CASF, le forfait global de soins est fixé, à titre transitoire, à 955 645,09 €.

Les tarifs de reconduction sont fixés à :

| | Forfait global de soins | Prix de journée (en €) |
|------------------------|-------------------------|------------------------|
| Hébergement Permanent | 930 654,14 € | 0.00 |
| UHR | 0,00 € | 0.00 |
| PASA | 0,00 € | 0.00 |
| Hébergement Temporaire | 0,00 € | 0.00 |
| Accueil de jour | 0,00 € | 0.00 |

| | | |
|------------------------------|-------------|------|
| Plateforme de répit | 0,00 € | 0.00 |
| Financements complémentaires | 24 990,95 € | 0.00 |
| SSIAD PA | 0,00 € | 0.00 |
| Equipe spécialisée ALZHEIMER | 0,00 € | 0.00 |

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 79 637,09 €.

- Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin, 69433, LYON Cedex 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.
- Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé(e) de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire CH SAINT LAZARE DE TENDE (060780921) et à l'établissement concerné.

Fait à MARSEILLE, le 06/07/2020

NOTE TECHNIQUE 2020



| FINESSE ET | RAISON SOCIALE ET | COMMUNE |
|------------------|--|--------------|
| 060790532 | EHPAD DE L'HOPITAL LOCAL DE TENDE | TENDE |

Email ET : directeur@hopital-stlazare.com

Email EJ : directeur@hopital-stlazare.com

Réf. Interne : DOMS-0720-0483-I

CAPACITE INSTALLEE

| | | | | | | | |
|------------------|---------------------------------|-----------|-----------|-------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places : | EHPAD + RESID. AUTONOMIE | HT | AJ | PASA | UHR | SSIAD PA | ESA |
| au 31/12/2019 | 73 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| au 31/12/2020 | 73 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT SOINS AU 01/01/2020

| | | | | | | | | | |
|---------------------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|-------------------|
| Base totale au 01/01/2020 | 880 626,00 € | | | | | | | | |
| répartie comme suit : | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA | FI. COMPL. |
| Montant | 880 626,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

AUTRES ELEMENTS DE TARIFICATION

| | Date de validation | Source | | AJ ou SSIAD PA |
|------------------|--------------------|----------------|------------------------------------|----------------|
| GMP | 29/06/2018 | Attestation CD | Coût à la place | 0,00 € |
| PMP | 22/11/2018 | GALAAD | Moyenne taux activité 2017/2018 | 0,00 % |
| PUI | OUI | | | |
| Option tarifaire | PARTIEL | au 01/01/2020 | | |
| Valeur du point | 10,99 | | | |

| | | |
|----------------------------------|------------------|---------|
| <i>référence valeur du point</i> | GLOBAL AVEC PUI | 13,10 € |
| | GLOBAL SANS PUI | 12,44 € |
| | PARTIEL AVEC PUI | 10,99 € |
| | PARTIEL SANS PUI | 10,37 € |

Calcul de la dotation plafond :

$((PMP * 2,59) + GMP) * \text{capacité} * \text{valeur du point}$

Montant dotation plafond 970 995,40 €

TARIFICATION 2020

ACTUALISATION

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|-----------------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Taux | 1,10 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % |
| Montant | 9 686,89 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Total base actualisée | 890 312,89 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

RESORPTION DE L'ECART A LA DOTATION PLAFOND

| | | |
|---------|---|---|
| | Ecart à la dotation plafond après actualisation | Résorption de l'écart (1/2 de l'écart à la dotation plafond après actualisation) |
| Montant | 80 682,52 € | Montant alloué 40 341,26 € |

MESURES NOUVELLES

Créations :

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|----------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Autres mesures nouvelles :

| | IDE de nuit (astreintes) | Prime Grand âge | Passage au tarif global | Développement accueil temporaire Stratégie aidants |
|---------|---------------------------------|------------------------|--------------------------------|---|
| Montant | 0,00 € | 24 990,95 € | 0,00 € | 0,00 € |

REDEPLOIEMENTS

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|----------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

MISES EN RESERVES TEMPORAIRES

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|----------------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Montant contrôle CNR | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2020

| Formation | Soutien à l'investissement (Frais financiers + systèmes d'information) | Médicaments et dispositifs médicaux | Autres CNR (PATHOS + autres) | Crédits exceptionnels COVID-19 (surcoût + compensation perte recettes) | Expérimentations régionales (IDE de nuit + PASA de nuit) | Situations exceptionnelles | ESMS en difficulté | Qualité de vie au travail | Neutralisation perte dépendance | Neutralisation perte soins | Prime exceptionnelle COVID-19 |
|-----------|---|-------------------------------------|------------------------------|--|--|----------------------------|--------------------|---------------------------|---------------------------------|----------------------------|-------------------------------|
| 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 56 000,00 € |

TOTAL CNR 2020 56 000,00 €

AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2018

RESULTAT RETENU

Montant 0,00 €

Commentaires

DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT AU 31/12/2020

| | |
|--------------------------------|----------------|
| Dotation globale au 31/12/2020 | 1 011 645,09 € |
| EAP 2021 : mesures nouvelles | 0,00 € |
| EAP 2021 : redéploiements | 0,00 € |
| Base au 01/01/2021 | 955 645,09 € |

Commentaires

ARS PACA

R93-2020-07-06-008

DECISION 060791365 DECISION TARIFAIRE
PORTANT MODIFICATION DU FORFAIT GLOBAL
DE SOINS
POUR 2020

DECISION TARIFAIRE N°738 PORTANT MODIFICATION DU FORFAIT GLOBAL DE SOINS
POUR 2020 DE
SSIAD CCAS DE VENCE - 060791365

Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2019-1446 du 24/12/2019 de financement de la Sécurité Sociale pour 2020 publiée au Journal Officiel du 27/12/2019 ;
- VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- VU l'arrêté ministériel du 5 juin 2020 fixant pour l'année 2020 la contribution des régimes d'assurance maladie, l'objectif des dépenses et le montant total annuel des dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnée à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant le montant mentionné à l'article L.314-3-4 du même code, publié au Journal Officiel du 9 juin 2020 ;
- VU la décision n° 2020-07 du 11 juin 2020 de la directrice de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie relative aux dotations régionales limitatives 2020 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2020, publiée au Journal Officiel du 17 juin 2020 ;
- VU l'arrêté du 17 juin 2020 fixant pour 2020 les valeurs du point mentionnées à l'article R.314-162 du code de l'action sociale et des familles et le taux de revalorisation des produits de la tarification reductibles afférents aux soins, publié au Journal Officiel du 21 juin 2020 ;
- VU le décret du 19 décembre 2018 portant nomination de Monsieur Philippe DE MESTER en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 03/01/2017 autorisant la création de la structure SSIAD PA dénommée SSIAD CCAS DE VENCE (060791365), sise à VENCE et gérée par l'entité dénommée C C A S DE VENCE (060790706);

Considérant la décision tarifaire initiale portant fixation du forfait globale de soins pour 2020 de la structure concernée ;

DECIDE

Article 1^{ER} A compter du 01/01/2020, le forfait global de soins est fixé à 428 103,78 € au titre de 2020, dont 5 500,00 € à titre non reconductible.

Les mesures relatives à la prime « Grand âge », aux crédits exceptionnels COVID-19 (compensation perte de recettes) et à la prime exceptionnelle COVID-19 à verser aux agents, d'un montant total de 5 500,00 €, font l'objet d'un **VERSEMENT EN UNE SEULE FOIS**.

Ces 3 mesures déduites, la fraction forfaitaire **mensuelle** s'établit à 35 216,98 €

Pour 2020, les tarifs sont décomposés comme suit :

| | Forfait global de soins | Prix de journée (en €) |
|------------------------------|-------------------------|------------------------|
| Hébergement Permanent | 0,00 € | 0.00 |
| UHR | 0,00 € | 0.00 |
| PASA | 0,00 € | 0.00 |
| Hébergement Temporaire | 0,00 € | 0.00 |
| Accueil de jour | 0,00 € | 0.00 |
| Plateforme de répit | 0,00 € | 0.00 |
| Financements complémentaires | 0,00 € | 0.00 |
| SSIAD PA | 428 103,78 € | 0.00 |
| Equipe spécialisée ALZHEIMER | 0,00 € | 0.00 |

Article 2 A compter du 1er janvier 2021, en application de l'article L.314-7 du CASF, le forfait global de soins est fixé, à titre transitoire, à 422 603,78 €.

Les tarifs de reconduction sont fixés à :

| | Forfait global de soins | Prix de journée (en €) |
|------------------------|-------------------------|------------------------|
| Hébergement Permanent | 0,00 € | 0.00 |
| UHR | 0,00 € | 0.00 |
| PASA | 0,00 € | 0.00 |
| Hébergement Temporaire | 0,00 € | 0.00 |
| Accueil de jour | 0,00 € | 0.00 |

| | | |
|------------------------------|--------------|------|
| Plateforme de répit | 0,00 € | 0.00 |
| Financements complémentaires | 0,00 € | 0.00 |
| SSIAD PA | 422 603,78 € | 0.00 |
| Equipe spécialisée ALZHEIMER | 0,00 € | 0.00 |

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 35 216,98 €.

- Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin, 69433, LYON Cedex 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.
- Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé(e) de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire C C A S DE VENCE (060790706) et à l'établissement concerné.

Fait à MARSEILLE, le 06/07/2020

NOTE TECHNIQUE 2020



| FINESSE ET | RAISON SOCIALE ET | COMMUNE |
|------------------|----------------------------|--------------|
| 060791365 | SSIAD CCAS DE VENCE | VENCE |

Email ET : aartis@ville-vence.fr

Email EJ : aartis@ville-vence.fr

Réf. Interne : DOMS-0720-0483-I

CAPACITE INSTALLEE

| | | | | | | | |
|------------------|---------------------------------|-----------|-----------|-------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places : | EHPAD + RESID. AUTONOMIE | HT | AJ | PASA | UHR | SSIAD PA | ESA |
| au 31/12/2019 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 35 | 0 |
| au 31/12/2020 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 35 | 0 |

DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT SOINS AU 01/01/2020

| | | | | | | | | | |
|---------------------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|-------------------|
| Base totale au 01/01/2020 | 420 292,17 € | | | | | | | | |
| répartie comme suit : | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA | FI. COMPL. |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 420 292,17 € | 0,00 € | 0,00 € |

AUTRES ELEMENTS DE TARIFICATION

| | | | | | |
|------------------|------|--------------------|--------|------------------------------------|-----------------------|
| | | Date de validation | Source | | AJ ou SSIAD PA |
| GMP | 0,00 | | | Coût à la place | 12 074,39 € |
| PMP | 0,00 | | | Moyenne taux activité 2017/2018 | 0,00 % |
| PUI | | | | | |
| Option tarifaire | | au 01/01/2020 | | | |
| Valeur du point | | | | | |

| | | |
|----------------------------------|-------------------------|---------|
| <i>référence valeur du point</i> | GLOBAL AVEC PUI | 13,10 € |
| | GLOBAL SANS PUI | 12,44 € |
| | PARTIEL AVEC PUI | 10,99 € |
| | PARTIEL SANS PUI | 10,37 € |

Calcul de la dotation plafond :
 $((PMP * 2,59) + GMP) * \text{capacité} * \text{valeur du point}$

Montant dotation plafond 0,00 €

TARIFICATION 2020

ACTUALISATION

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|-----------------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Taux | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,55 % | 0,00 % |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 2 311,61 € | 0,00 € |
| Total base actualisée | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 422 603,78 € | 0,00 € |

RESORPTION DE L'ECART A LA DOTATION PLAFOND

| | Ecart à la dotation plafond après actualisation | Résorption de l'écart (1/2 de l'écart à la dotation plafond après actualisation) |
|---------|--|---|
| Montant | 0,00 € | 0,00 € |

MESURES NOUVELLES

Créations :

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|----------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Autres mesures nouvelles :

| | IDE de nuit (astreintes) | Prime Grand âge | Passage au tarif global | Développement accueil temporaire Stratégie aidants |
|---------|---------------------------------|------------------------|--------------------------------|---|
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

REDEPLOIEMENTS

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|----------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

MISES EN RESERVES TEMPORAIRES

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|----------------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Montant contrôle CNR | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2020

| Formation | Soutien à l'investissement + systèmes d'information) | Médicaments et dispositifs médicaux | Autres CNR (PATHOS + autres) | Crédits exceptionnels COVID-19 (surcoût + compensation perte recettes) | Expérimentations régionales (IDE de nuit + PASA de nuit) | Situations exceptionnelles | ESMS en difficulté | Qualité de vie au travail | Neutralisation perte dépendance | Neutralisation perte soins | Prime exceptionnelle COVID-19 |
|-----------|--|-------------------------------------|------------------------------|--|--|----------------------------|--------------------|---------------------------|---------------------------------|----------------------------|-------------------------------|
| 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 5 500,00 € |

TOTAL CNR 2020 5 500,00 €

AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2018

RESULTAT RETENU

Montant 0,00 €

Commentaires

DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT AU 31/12/2020

| | |
|--------------------------------|--------------|
| Dotation globale au 31/12/2020 | 428 103,78 € |
| EAP 2021 : mesures nouvelles | 0,00 € |
| EAP 2021 : redéploiements | 0,00 € |
| Base au 01/01/2021 | 422 603,78 € |

Commentaires

ARS PACA

R93-2020-07-06-009

DECISION 060793734 DECISION TARIFAIRE
PORTANT MODIFICATION DU FORFAIT GLOBAL
DE SOINS
POUR 2020

DECISION TARIFAIRE N°739 PORTANT MODIFICATION DU FORFAIT GLOBAL DE SOINS
POUR 2020 DE
SSIAD DE L'HOPITAL SAINT LAZARE - 060793734

Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2019-1446 du 24/12/2019 de financement de la Sécurité Sociale pour 2020 publiée au Journal Officiel du 27/12/2019 ;
- VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- VU l'arrêté ministériel du 5 juin 2020 fixant pour l'année 2020 la contribution des régimes d'assurance maladie, l'objectif des dépenses et le montant total annuel des dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnée à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant le montant mentionné à l'article L.314-3-4 du même code, publié au Journal Officiel du 9 juin 2020 ;
- VU la décision n° 2020-07 du 11 juin 2020 de la directrice de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie relative aux dotations régionales limitatives 2020 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2020, publiée au Journal Officiel du 17 juin 2020 ;
- VU l'arrêté du 17 juin 2020 fixant pour 2020 les valeurs du point mentionnées à l'article R.314-162 du code de l'action sociale et des familles et le taux de revalorisation des produits de la tarification reductibles afférents aux soins, publié au Journal Officiel du 21 juin 2020 ;
- VU le décret du 19 décembre 2018 portant nomination de Monsieur Philippe DE MESTER en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 03/01/2017 autorisant la création de la structure SSIAD PA dénommée SSIAD DE L'HOPITAL SAINT LAZARE (060793734), sise à TENDE et gérée par l'entité dénommée CH SAINT LAZARE DE TENDE (060780921);

Considérant la décision tarifaire initiale portant fixation du forfait globale de soins pour 2020 de la structure concernée ;

DECIDE

Article 1^{ER} A compter du 01/01/2020, le forfait global de soins est fixé à 665 747,21 € au titre de 2020, dont 4 500,00 € à titre non reconductible.

Les mesures relatives à la prime « Grand âge », aux crédits exceptionnels COVID-19 (compensation perte de recettes) et à la prime exceptionnelle COVID-19 à verser aux agents, d'un montant total de 17 607,46 €, font l'objet d'un **VERSEMENT EN UNE SEULE FOIS**.

Ces 3 mesures déduites, la fraction forfaitaire **mensuelle** s'établit à 54 011,65 €

Pour 2020, les tarifs sont décomposés comme suit :

| | Forfait global de soins | Prix de journée (en €) |
|------------------------------|-------------------------|------------------------|
| Hébergement Permanent | 0,00 € | 0.00 |
| UHR | 0,00 € | 0.00 |
| PASA | 0,00 € | 0.00 |
| Hébergement Temporaire | 0,00 € | 0.00 |
| Accueil de jour | 0,00 € | 0.00 |
| Plateforme de répit | 0,00 € | 0.00 |
| Financements complémentaires | 0,00 € | 0.00 |
| SSIAD PA | 504 373,06 € | 0.00 |
| Equipe spécialisée ALZHEIMER | 161 374,15 € | 0.00 |

Article 2 A compter du 1er janvier 2021, en application de l'article L.314-7 du CASF, le forfait global de soins est fixé, à titre transitoire, à 661 247,21 €.

Les tarifs de reconduction sont fixés à :

| | Forfait global de soins | Prix de journée (en €) |
|------------------------|-------------------------|------------------------|
| Hébergement Permanent | 0,00 € | 0.00 |
| UHR | 0,00 € | 0.00 |
| PASA | 0,00 € | 0.00 |
| Hébergement Temporaire | 0,00 € | 0.00 |
| Accueil de jour | 0,00 € | 0.00 |

| | | |
|------------------------------|--------------|------|
| Plateforme de répit | 0,00 € | 0.00 |
| Financements complémentaires | 0,00 € | 0.00 |
| SSIAD PA | 499 873,06 € | 0.00 |
| Equipe spécialisée ALZHEIMER | 161 374,15 € | 0.00 |

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 55 103,93 €.

- Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin, 69433, LYON Cedex 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.
- Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé(e) de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire CH SAINT LAZARE DE TENDE (060780921) et à l'établissement concerné.

Fait à MARSEILLE, le 06/07/2020

NOTE TECHNIQUE 2020



| FINESSE ET | RAISON SOCIALE ET | COMMUNE |
|------------------|--|--------------|
| 060793734 | SSIAD DE L'HOPITAL SAINT LAZARE | TENDE |

Email ET : ssiad@hopital-stlazare.com

Email EJ : ssiad@hopital-stlazare.com

Réf. Interne : DOMS-0720-0483-I

CAPACITE INSTALLEE

| | | | | | | | |
|------------------|---------------------------------|-----------|-----------|-------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places : | EHPAD + RESID. AUTONOMIE | HT | AJ | PASA | UHR | SSIAD PA | ESA |
| au 31/12/2019 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 40 | 10 |
| au 31/12/2020 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 40 | 10 |

DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT SOINS AU 01/01/2020

| | | | | | | | | | |
|---------------------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|--------------|-------------------|
| Base totale au 01/01/2020 | 644 594,48 € | | | | | | | | |
| répartie comme suit : | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA | FI. COMPL. |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 487 243,03 € | 157 351,45 € | 0,00 € |

AUTRES ELEMENTS DE TARIFICATION

| | | | | | |
|------------------|------|--------------------|--------|------------------------------------|-----------------------|
| | | Date de validation | Source | | AJ ou SSIAD PA |
| GMP | 0,00 | | | Coût à la place | 12 496,83 € |
| PMP | 0,00 | | | Moyenne taux activité 2017/2018 | 0,00 % |
| PUI | | | | | |
| Option tarifaire | | au 01/01/2020 | | | |
| Valeur du point | | | | | |

| | | |
|----------------------------------|-------------------------|---------|
| <i>référence valeur du point</i> | <i>GLOBAL AVEC PUI</i> | 13,10 € |
| | <i>GLOBAL SANS PUI</i> | 12,44 € |
| | <i>PARTIEL AVEC PUI</i> | 10,99 € |
| | <i>PARTIEL SANS PUI</i> | 10,37 € |

Calcul de la dotation plafond :
 $((PMP * 2,59) + GMP) * \text{capacité} * \text{valeur du point}$

Montant dotation plafond 0,00 €

TARIFICATION 2020

ACTUALISATION

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|-----------------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|--------------|
| Taux | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,55 % | 0,55 % |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 2 679,84 € | 865,43 € |
| Total base actualisée | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 489 922,87 € | 158 216,88 € |

RESORPTION DE L'ECART A LA DOTATION PLAFOND

| | | |
|---------|---|--|
| | Ecart à la dotation plafond après actualisation | Résorption de l'écart (1/2 de l'écart à la dotation plafond après actualisation) |
| Montant | 0,00 € | Montant alloué 0,00 € |

MESURES NOUVELLES

Créations :

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|----------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Autres mesures nouvelles :

| | IDE de nuit (astreintes) | Prime Grand âge | Passage au tarif global | Développement accueil temporaire Stratégie aidants |
|---------|-------------------------------------|----------------------------|------------------------------------|---|
| Montant | 0,00 € | 13 107,46 € | 0,00 € | 0,00 € |

REDEPLOIEMENTS

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|----------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

MISES EN RESERVES TEMPORAIRES

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|----------------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Montant contrôle CNR | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2020

| Formation | Soutien à l'investissement + systèmes d'information) | Médicaments et dispositifs médicaux | Autres CNR (PATHOS + autres) | Crédits exceptionnels COVID-19 (surcoût + compensation perte recettes) | Expérimentations régionales (IDE de nuit + PASA de nuit) | Situations exceptionnelles | ESMS en difficulté | Qualité de vie au travail | Neutralisation perte dépendance | Neutralisation perte soins | Prime exceptionnelle COVID-19 |
|-----------|--|-------------------------------------|------------------------------|--|--|----------------------------|--------------------|---------------------------|---------------------------------|----------------------------|-------------------------------|
| 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 4 500,00 € |

TOTAL CNR 2020 4 500,00 €

AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2018

RESULTAT RETENU

Montant 0,00 €

Commentaires

DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT AU 31/12/2020

| | |
|--------------------------------|--------------|
| Dotation globale au 31/12/2020 | 665 747,21 € |
| EAP 2021 : mesures nouvelles | 0,00 € |
| EAP 2021 : redéploiements | 0,00 € |
| Base au 01/01/2021 | 661 247,21 € |

Commentaires

ARS PACA

R93-2020-07-06-002

DECISION 840006084 DECISION TARIFAIRE
PORTANT MODIFICATION DU FORFAIT GLOBAL
DE SOINS
POUR 2020

DECISION TARIFAIRE N°752 PORTANT MODIFICATION DU FORFAIT GLOBAL DE SOINS
POUR 2020 DE
EHPAD LES CAPUCINS - 840006084

Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2019-1446 du 24/12/2019 de financement de la Sécurité Sociale pour 2020 publiée au Journal Officiel du 27/12/2019 ;
- VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- VU l'arrêté ministériel du 5 juin 2020 fixant pour l'année 2020 la contribution des régimes d'assurance maladie, l'objectif des dépenses et le montant total annuel des dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnée à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant le montant mentionné à l'article L.314-3-4 du même code, publié au Journal Officiel du 9 juin 2020 ;
- VU la décision n° 2020-07 du 11 juin 2020 de la directrice de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie relative aux dotations régionales limitatives 2020 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2020, publiée au Journal Officiel du 17 juin 2020 ;
- VU l'arrêté du 17 juin 2020 fixant pour 2020 les valeurs du point mentionnées à l'article R.314-162 du code de l'action sociale et des familles et le taux de revalorisation des produits de la tarification reductibles afférents aux soins, publié au Journal Officiel du 21 juin 2020 ;
- VU le décret du 19 décembre 2018 portant nomination de Monsieur Philippe DE MESTER en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 03/01/2017 autorisant la création de la structure EHPAD dénommée EHPAD LES CAPUCINS (840006084), sise à VALREAS et gérée par l'entité dénommée CH JULES NIEL DE VALREAS (840000129);

Considérant la décision tarifaire initiale portant fixation du forfait globale de soins pour 2020 de la structure concernée ;

DECIDE

Article 1^{ER} A compter du 01/01/2020, 1e forfait global de soins est fixé à 2 680 742,71 € au titre de 2020, dont 89 152,00 € à titre non reconductible.

Les mesures relatives à la prime « Grand âge », aux crédits exceptionnels COVID-19 (compensation perte de recettes) et à la prime exceptionnelle COVID-19 à verser aux agents, d'un montant total de 142 608,96 €, font l'objet d'un **VERSEMENT EN UNE SEULE FOIS**.

Ces 3 mesures déduites, la fraction forfaitaire **mensuelle** s'établit à 211 511,15 €

Pour 2020, les tarifs sont décomposés comme suit :

| | Forfait global de soins | Prix de journée (en €) |
|------------------------------|-------------------------|------------------------|
| Hébergement Permanent | 2 164 189,38 € | 0.00 |
| UHR | 314 565,18 € | 0.00 |
| PASA | 66 769,14 € | 0.00 |
| Hébergement Temporaire | 0,00 € | 0.00 |
| Accueil de jour | 81 762,05 € | 0.00 |
| Plateforme de répit | 0,00 € | 0.00 |
| Financements complémentaires | 53 456,96 € | 0.00 |
| SSIAD PA | 0,00 € | 0.00 |
| Equipe spécialisée ALZHEIMER | 0,00 € | 0.00 |

Article 2 A compter du 1er janvier 2021, en application de l'article L.314-7 du CASF, le forfait global de soins est fixé, à titre transitoire, à 2 591 590,71 €.

Les tarifs de reconduction sont fixés à :

| | Forfait global de soins | Prix de journée (en €) |
|------------------------|-------------------------|------------------------|
| Hébergement Permanent | 2 075 037,38 € | 0.00 |
| UHR | 314 565,18 € | 0.00 |
| PASA | 66 769,14 € | 0.00 |
| Hébergement Temporaire | 0,00 € | 0.00 |
| Accueil de jour | 81 762,05 € | 0.00 |

| | | |
|------------------------------|-------------|------|
| Plateforme de répit | 0,00 € | 0.00 |
| Financements complémentaires | 53 456,96 € | 0.00 |
| SSIAD PA | 0,00 € | 0.00 |
| Equipe spécialisée ALZHEIMER | 0,00 € | 0.00 |

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 215 965,89 €.

- Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin, 69433, LYON Cedex 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.
- Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé(e) de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire CH JULES NIEL DE VALREAS (840000129) et à l'établissement concerné.

Fait à MARSEILLE, le 06/07/2020

NOTE TECHNIQUE 2020



| FINESSE ET | RAISON SOCIALE ET | COMMUNE |
|------------------|---------------------------|----------------|
| 840006084 | EHPAD LES CAPUCINS | VALREAS |

Email ET : direction@ch-valreas.fr

Email EJ : ehpad@ch-valreas.fr

Réf. Interne : DOMS-0720-0483-I

CAPACITE INSTALLEE

| Nbre de places : | EHPAD + RESID. AUTONOMIE | HT | AJ | PASA | UHR | SSIAD PA | ESA |
|------------------|--------------------------|----|----|------|-----|----------|-----|
| au 31/12/2019 | 130 | 0 | 7 | 14 | 14 | 0 | 0 |
| au 31/12/2020 | 130 | 0 | 7 | 14 | 14 | 0 | 0 |

DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT SOINS AU 01/01/2020

| Base totale au 01/01/2020 | 2 518 120,42 € | | | | | | | | |
|---------------------------|----------------|--------|-------------|-------------|--------------|--------|----------|--------|------------|
| répartie comme suit : | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA | FI. COMPL. |
| Montant | 2 055 024,05 € | 0,00 € | 81 762,05 € | 66 769,14 € | 314 565,18 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

AUTRES ELEMENTS DE TARIFICATION

| | Date de validation | Source | | AJ ou SSIAD PA |
|------------------|--------------------|------------------------|------------------------------------|----------------|
| GMP | 11/10/2016 | | Coût à la place | 11 680,29 € |
| PMP | 27/09/2016 | Validation médecin ARS | Moyenne taux activité 2017/2018 | - 75,00 % |
| PUI | OUI | | | |
| Option tarifaire | GLOBAL | au 01/01/2020 | | |
| Valeur du point | 13,1 | | | |

| <i>référence valeur du point</i> | |
|----------------------------------|---------|
| GLOBAL AVEC PUI | 13,10 € |
| GLOBAL SANS PUI | 12,44 € |
| PARTIEL AVEC PUI | 10,99 € |
| PARTIEL SANS PUI | 10,37 € |

Calcul de la dotation plafond :

$((PMP * 2,59) + GMP) * \text{capacité} * \text{valeur du point}$

Montant dotation plafond 2 075 037,38 €

TARIFICATION 2020

ACTUALISATION

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|-----------------------|-------------------|-----------|-------------|-------------|--------------|------------|-----------------|------------|
| Taux | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % |
| Montant | 20 013,33 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Total base actualisée | 2 075 037,38 € | 0,00 € | 81 762,05 € | 66 769,14 € | 314 565,18 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

RESORPTION DE L'ECART A LA DOTATION PLAFOND

| | | |
|---------|---|---|
| | Ecart à la dotation plafond après actualisation | Résorption de l'écart (1/2 de l'écart à la dotation plafond après actualisation) |
| Montant | 0,00 € | Montant alloué 0,00 € |

MESURES NOUVELLES

Créations :

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|----------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Autres mesures nouvelles :

| | IDE de nuit (astreintes) | Prime Grand âge | Passage au tarif global | Développement accueil temporaire Stratégie aidants |
|---------|---------------------------------|------------------------|--------------------------------|---|
| Montant | 0,00 € | 53 456,96 € | 0,00 € | 0,00 € |

REDEPLOIEMENTS

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|----------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

MISES EN RESERVES TEMPORAIRES

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|----------------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Montant contrôle CNR | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2020

| Formation | Soutien à l'investissement + systèmes d'information) | Médicaments et dispositifs médicaux | Autres CNR (PATHOS + autres) | Crédits exceptionnels COVID-19 (surcoût + compensation perte recettes) | Expérimentations régionales (IDE de nuit + PASA de nuit) | Situations exceptionnelles | ESMS en difficulté | Qualité de vie au travail | Neutralisation perte dépendance | Neutralisation perte soins | Prime exceptionnelle COVID-19 |
|-----------|--|-------------------------------------|------------------------------|--|--|----------------------------|--------------------|---------------------------|---------------------------------|----------------------------|-------------------------------|
| 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 1 652,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 87 500,00 € |

TOTAL CNR 2020 89 152,00 €

AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2018

RESULTAT RETENU

Montant 0,00 €

Commentaires

DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT AU 31/12/2020

| | |
|--------------------------------|----------------|
| Dotation globale au 31/12/2020 | 2 680 742,71 € |
| EAP 2021 : mesures nouvelles | 0,00 € |
| EAP 2021 : redéploiements | 0,00 € |
| Base au 01/01/2021 | 2 591 590,71 € |

Commentaires

ARS PACA

R93-2020-07-06-003

DECISION 840007835 DECISION TARIFAIRE
PORTANT MODIFICATION DU FORFAIT GLOBAL
DE SOINS
POUR 2020

DECISION TARIFAIRE N°753 PORTANT MODIFICATION DU FORFAIT GLOBAL DE SOINS
POUR 2020 DE
SSIAD DE VALREAS - 840007835

Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2019-1446 du 24/12/2019 de financement de la Sécurité Sociale pour 2020 publiée au Journal Officiel du 27/12/2019 ;
- VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- VU l'arrêté ministériel du 5 juin 2020 fixant pour l'année 2020 la contribution des régimes d'assurance maladie, l'objectif des dépenses et le montant total annuel des dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnée à l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant le montant mentionné à l'article L.314-3-4 du même code, publié au Journal Officiel du 9 juin 2020 ;
- VU la décision n° 2020-07 du 11 juin 2020 de la directrice de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie relative aux dotations régionales limitatives 2020 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2020, publiée au Journal Officiel du 17 juin 2020 ;
- VU l'arrêté du 17 juin 2020 fixant pour 2020 les valeurs du point mentionnées à l'article R.314-162 du code de l'action sociale et des familles et le taux de revalorisation des produits de la tarification reductibles afférents aux soins, publié au Journal Officiel du 21 juin 2020 ;
- VU le décret du 19 décembre 2018 portant nomination de Monsieur Philippe DE MESTER en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 03/01/2017 autorisant la création de la structure SSIAD PA dénommée SSIAD DE VALREAS (840007835), sise à VALREAS et gérée par l'entité dénommée ASSOCIATION AIDE AUX FAMILLES (840002836);

Considérant la décision tarifaire initiale portant fixation du forfait globale de soins pour 2020 de la structure concernée ;

DECIDE

Article 1^{ER} A compter du 01/01/2020, le forfait global de soins est fixé à 942 791,41 € au titre de 2020, dont 13 110,00 € à titre non reconductible.

Les mesures relatives à la prime « Grand âge », aux crédits exceptionnels COVID-19 (compensation perte de recettes) et à la prime exceptionnelle COVID-19 à verser aux agents, d'un montant total de 13 110,00 €, font l'objet d'un **VERSEMENT EN UNE SEULE FOIS**.

Ces 3 mesures déduites, la fraction forfaitaire **mensuelle** s'établit à 77 473,45 €

Pour 2020, les tarifs sont décomposés comme suit :

| | Forfait global de soins | Prix de journée (en €) |
|------------------------------|-------------------------|------------------------|
| Hébergement Permanent | 0,00 € | 0.00 |
| UHR | 0,00 € | 0.00 |
| PASA | 0,00 € | 0.00 |
| Hébergement Temporaire | 0,00 € | 0.00 |
| Accueil de jour | 0,00 € | 0.00 |
| Plateforme de répit | 0,00 € | 0.00 |
| Financements complémentaires | 0,00 € | 0.00 |
| SSIAD PA | 780 395,10 € | 0.00 |
| Equipe spécialisée ALZHEIMER | 162 396,30 € | 0.00 |

Article 2 A compter du 1er janvier 2021, en application de l'article L.314-7 du CASF, le forfait global de soins est fixé, à titre transitoire, à 929 681,41 €.

Les tarifs de reconduction sont fixés à :

| | Forfait global de soins | Prix de journée (en €) |
|------------------------|-------------------------|------------------------|
| Hébergement Permanent | 0,00 € | 0.00 |
| UHR | 0,00 € | 0.00 |
| PASA | 0,00 € | 0.00 |
| Hébergement Temporaire | 0,00 € | 0.00 |
| Accueil de jour | 0,00 € | 0.00 |

| | | |
|------------------------------|--------------|------|
| Plateforme de répit | 0,00 € | 0.00 |
| Financements complémentaires | 0,00 € | 0.00 |
| SSIAD PA | 767 285,10 € | 0.00 |
| Equipe spécialisée ALZHEIMER | 162 396,30 € | 0.00 |

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 77 473,45 €.

- Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin, 69433, LYON Cedex 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.
- Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé(e) de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire ASSOCIATION AIDE AUX FAMILLES (840002836) et à l'établissement concerné.

Fait à MARSEILLE, le 06/07/2020

NOTE TECHNIQUE 2020



| | | |
|------------------|--------------------------|----------------|
| FINESS ET | RAISON SOCIALE ET | COMMUNE |
| 840007835 | SSIAD DE VALREAS | VALREAS |

Email ET : frederic.artaud@aideauxfamilles.fr

Email EJ : frederic.artaud@aideauxfamilles.fr

Réf. Interne : DOMS-0720-0483-I

CAPACITE INSTALLEE

| | | | | | | | |
|------------------|---------------------------------|-----------|-----------|-------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places : | EHPAD + RESID. AUTONOMIE | HT | AJ | PASA | UHR | SSIAD PA | ESA |
| au 31/12/2019 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 60 | 10 |
| au 31/12/2020 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 60 | 10 |

DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT SOINS AU 01/01/2020

| | | | | | | | | | |
|---------------------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|--------------|-------------------|
| Base totale au 01/01/2020 | 924 596,13 € | | | | | | | | |
| répartie comme suit : | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA | FI. COMPL. |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 763 088,12 € | 161 508,01 € | 0,00 € |

AUTRES ELEMENTS DE TARIFICATION

| | | | | | |
|------------------|------|--------------------|--------|------------------------------------|-----------------------|
| | | Date de validation | Source | | AJ ou SSIAD PA |
| GMP | 0,00 | | | Coût à la place | 12 788,09 € |
| PMP | 0,00 | | | Moyenne taux activité 2017/2018 | 0,00 % |
| PUI | | | | | |
| Option tarifaire | | au 01/01/2020 | | | |
| Valeur du point | | | | | |

| | | |
|----------------------------------|-------------------------|---------|
| <i>référence valeur du point</i> | <i>GLOBAL AVEC PUI</i> | 13,10 € |
| | <i>GLOBAL SANS PUI</i> | 12,44 € |
| | <i>PARTIEL AVEC PUI</i> | 10,99 € |
| | <i>PARTIEL SANS PUI</i> | 10,37 € |

Calcul de la dotation plafond :
 $((PMP * 2,59) + GMP) * \text{capacité} * \text{valeur du point}$

Montant dotation plafond 0,00 €

TARIFICATION 2020

ACTUALISATION

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|-----------------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|--------------|
| Taux | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,00 % | 0,55 % | 0,55 % |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 4 196,98 € | 888,29 € |
| Total base actualisée | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 767 285,10 € | 162 396,30 € |

RESORPTION DE L'ECART A LA DOTATION PLAFOND

| | Ecart à la dotation plafond après actualisation | Résorption de l'écart (1/2 de l'écart à la dotation plafond après actualisation) |
|---------|--|---|
| Montant | 0,00 € | 0,00 € |

MESURES NOUVELLES

Créations :

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|----------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Autres mesures nouvelles :

| | IDE de nuit (astreintes) | Prime Grand âge | Passage au tarif global | Développement accueil temporaire Stratégie aidants |
|---------|---------------------------------|------------------------|--------------------------------|---|
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

REDEPLOIEMENTS

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|----------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

MISES EN RESERVES TEMPORAIRES

| | EHPAD + RA | HT | AJ | PASA | UHR | PFR | SSIAD PA | ESA |
|----------------------|-------------------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|-----------------|------------|
| Nbre de places | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Montant | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Montant contrôle CNR | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2020

| Formation | Soutien à l'investissement + systèmes d'information) | Médicaments et dispositifs médicaux | Autres CNR (PATHOS + autres) | Crédits exceptionnels COVID-19 (surcoût + compensation perte recettes) | Expérimentations régionales (IDE de nuit + PASA de nuit) | Situations exceptionnelles | ESMS en difficulté | Qualité de vie au travail | Neutralisation perte dépendance | Neutralisation perte soins | Prime exceptionnelle COVID-19 |
|-----------|--|-------------------------------------|------------------------------|--|--|----------------------------|--------------------|---------------------------|---------------------------------|----------------------------|-------------------------------|
| 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 13 110,00 € |

TOTAL CNR 2020 13 110,00 €

AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2018

RESULTAT RETENU

Montant 0,00 €

Commentaires

DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT AU 31/12/2020

| | |
|--------------------------------|--------------|
| Dotation globale au 31/12/2020 | 942 791,41 € |
| EAP 2021 : mesures nouvelles | 0,00 € |
| EAP 2021 : redéploiements | 0,00 € |
| Base au 01/01/2021 | 929 681,41 € |

Commentaires

ARS PACA

R93-2020-07-15-002

Décision administrateur provisoire Les Cadeneaux

*Décision portant nomination d'un administrateur provisoire à l'ITEP et au SESSAD du CDSEE Les
Cadeneaux*

Réf : DOMS-0720-6773-D

Décision n° 2020-013

portant nomination d'un administrateur provisoire à l'Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique et au SESSAD gérés par le Centre Départemental Spécialisé d'Éducation de l'Enfance (CDSEE) « Les Cadeneaux » à Les Pennes-Mirabeau

**Le directeur général de l'Agence régionale de santé
de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,**

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L311-1, L. 311-8, L 313-14, L313-16, L 313-17, R313-26-1 et suivants ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la décision en date du 2 janvier 2017 du directeur général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur relative au renouvellement de l'autorisation de fonctionnement du SESSAD « Les Cadeneaux » géré par le Centre départemental spécialisé d'Education sis avenue du Capitaine de Corvette Paul Brutus, 13758 Les Pennes-Mirabeau (n° FINESS 130038961) ;

Vu la décision en date du 4 août 2017 du directeur général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur relative au renouvellement de l'autorisation de fonctionnement de l'ITEP « Les Cadeneaux » géré par le Centre départemental spécialisé d'Education sis avenue du Capitaine de Corvette Paul Brutus, 13758 Les Pennes-Mirabeau (n° FINESS 130782261) ;

Vu le décret du 19 décembre 2018 portant nomination de Monsieur Philippe DE MESTER en qualité de directeur général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur à compter du 15 janvier 2019 ;

Vu la décision en date du 15 juillet 2020 du directeur général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur portant suspension en urgence d'activité totale pour une durée de 6

mois de l'Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique et du SESSAD gérés par le Centre Départemental Spécialisé d'Éducation de l'Enfance « Les Cadeneaux » aux Pennes-Mirabeau ;

Vu la lettre de mission du 22 juin 2020 du directeur général de l'Agence régionale de santé diligentant une mission d'inspection au sein de l'Institut Thérapeutique, éducatif et pédagogique « les Cadeneaux » afin de vérifier l'organisation et le fonctionnement, ainsi que la qualité de la prise en charge des enfants, adolescents et jeunes adultes ;

Vu la visite d'inspection effectuée sur site les 23, 24, 26 juin et les 1er et 2 juillet 2020 par les services de l'Agence régionale de santé, visant à vérifier l'organisation et le fonctionnement de la structure ainsi que la qualité de la prise en charge des enfants, adolescents et jeunes adultes en son sein ;

Vu le rapport intermédiaire de l'inspection du 15 juillet 2020 faisant état de dysfonctionnements graves dans la prise en charge des enfants, adolescents et jeunes adultes pris en charge au CDSEE ;

Considérant que le rapport intermédiaire du contrôle sur place conduit du 23 juin au 2 juillet 2020 a confirmé l'existence de risques graves pour la santé, la sécurité et le bien-être physique et moral des enfants, adolescents et jeunes adultes ;

Considérant que suite aux constats de dysfonctionnements menaçant et compromettant la sécurité, la santé et le bien-être physique et moral des enfants, adolescents et jeunes adultes accueillis, l'ITEP et le SESSAD ont fait l'objet d'une décision de suspension totale en urgence de l'activité de l'Institut Thérapeutique, Educatif et Pédagogique et du SESSAD gérés par le Centre Départemental Spécialisé d'Éducation de l'Enfance « Les Cadeneaux », pour une période de 6 mois ;

Considérant qu'il y a lieu de nommer un administrateur provisoire ;

Sur proposition de Madame la déléguée départementale des Bouches-du-Rhône de l'Agence régionale de santé ;

DECIDE

Article 1^{er} : à compter du 18 juillet 2020 à 00 h 00, le directeur du Centre hospitalier spécialisé Montperrin, 109 avenue du Petit Barthélemy 13617 Aix-en-Provence cedex 1, est nommé administrateur provisoire du Centre Départemental Spécialisé d'Éducation de l'Enfance pour 6 mois.

Article 2 : en application des articles L 313-14 V et L313-17 du code de l'action sociale et des familles, l'administrateur provisoire est chargé au nom du directeur de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur et pour le compte de l'ITEP et du SESSAD Les Cadeneaux d'assurer la continuité de la prise en charge des enfants, adolescents et jeunes adultes et de remédier aux dysfonctionnements constatés pour un retour à une organisation et un fonctionnement satisfaisant aux conditions minimales techniques et professionnelles. En sa qualité d'administrateur provisoire, il dispose des pouvoirs de faire respecter la réglementation dans l'établissement ;

Article 3 : dans le cadre de sa mission, l'administrateur provisoire prend toutes les mesures pour assurer l'accueil et l'accompagnement dans d'autres établissements ou services des enfants, adolescents et jeunes adultes relevant du CDSEE. Il accomplit les actes d'administration urgents ou nécessaires pour mettre fin aux dysfonctionnements et irrégularités constatés. Il dispose de l'ensemble des locaux et du personnel de l'établissement, ainsi que des fonds de l'établissement, du service ou du lieu de vie et d'accueil. Le gestionnaire est tenu de lui remettre le registre coté et paraphé prévu à l'article L. 331-2 du code de l'action sociale et des familles, les dossiers des personnes accueillies ou accompagnées, les livres de comptabilité et l'état des stocks. L'administrateur provisoire est habilité à recouvrer les créances et à acquitter les dettes de l'établissement.

Article 4 : l'administrateur rend compte de sa mission et des conditions de sa réalisation aux services de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il doit produire un premier rapport d'étape au terme des deux 2 premiers mois de son intervention.

Article 5 : la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les intéressés ou de sa publication pour les tiers.

Article 6 : la déléguée départementale des Bouches-du-Rhône de l'Agence régionale de santé est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et affiché à la mairie des Pennes-Mirabeau pendant un mois.

Fait à Marseille, le 15 juillet 2020

Le Directeur général



Philippe De Mester

ARS PACA

R93-2020-07-15-001

Décision suspension activité Les Cadeneaux

Décision portant suspension d'activité totale de l'ITEP et du SESSAD du CDSEE Les Cadeneaux

Réf : DOMS-0720-6773-D

Décision n° 2020-012

portant suspension d'activité totale pour une durée de 6 mois de l'Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique et du SESSAD gérés par le Centre Départemental Spécialisé d'Éducation de l'Enfance (CDSEE) « Les Cadeneaux » à Les Pennes-Mirabeau

**Le directeur général de l'Agence régionale de santé
de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,**

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L311-1, L311-3, L. 311-8, L 313-14, L313-16 et L 313-17, D312-59-1 et suivants ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 31/12/1985 érigeant le Centre Départemental Spécialisé d'Éducation de l'Enfance des Cadeneaux en établissement public départemental autonome à compter du 1^{er} janvier 1986 ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2009 transformant l'Institut de rééducation en Institut Thérapeutique, Éducatif et Pédagogique après un avis favorable du CROSMS du 12 septembre 2008 ;

Vu la décision en date du 2 janvier 2017 du directeur général de l'Agence régionale de la santé Provence-Alpes-Côte d'Azur relative au renouvellement de l'autorisation de fonctionnement du SESSAD « Les Cadeneaux » géré par le Centre départemental spécialisé d'Education sis avenue du Capitaine de Corvette Paul Brutus, 13758 Les Pennes-Mirabeau (n° FINESS 130038961) ;

Vu la décision en date du 4 août 2017 du directeur général de l'Agence régionale de la santé Provence-Alpes-Côte d'Azur relative au renouvellement de l'autorisation de fonctionnement de l'ITEP « Les Cadeneaux » géré par le Centre départemental spécialisé d'Education sis avenue du Capitaine de Corvette Paul Brutus, 13758 Les Pennes-Mirabeau (n° FINESS 130782261) ;

Vu le décret du 19 décembre 2018 portant nomination de Monsieur Philippe DE MESTER en qualité de directeur général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur à compter du 15 janvier 2019 ;

Vu l'intérim de direction du CDSEE du 6 juin 2019 au 4 mai 2020 ;

Vu l'ensemble des rapports produits par les directeurs successifs et les différents documents produits depuis juin 2019 faisant état des dysfonctionnements dans les pratiques institutionnelles ;

Vu le signalement effectué le 18 mai 2020 auprès du procureur de la République en application de l'article 40-1 du code de procédure pénale ;

Vu la lettre de mission du 22 juin 2020 du directeur général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur diligentant une mission d'inspection au sein de l'Institut Thérapeutique, éducatif et pédagogique « les Cadeneaux » afin de vérifier l'organisation et le fonctionnement, ainsi que la qualité de la prise en charge des enfants, adolescents et jeunes adultes ;

Vu la visite d'inspection effectuée sur site les 23, 24, 26 juin et les 1^{er} et 2 juillet 2020 par les services de l'Agence régionale de santé, visant à vérifier l'organisation et le fonctionnement de la structure ainsi que la qualité de la prise en charge des enfants, adolescents et jeunes adultes en son sein ;

Vu le rapport intermédiaire de l'inspection du 15 juillet 2020 faisant état de dysfonctionnements graves dans la prise en charge des enfants, adolescents et jeunes adultes pris en charge au CDSEE ;

Considérant que le rapport intermédiaire du contrôle conduit sur place du 23 juin au 2 juillet 2020 a confirmé l'existence de risques graves pour la santé, la sécurité et le bien-être physique et moral des enfants, adolescents et jeunes adultes et le non-respect des conditions minimales techniques relatives aux ITEP et SESSAD ;

Considérant que les outils de la loi 2002-2 et de la prise en charge sont soit inexistantes comme le projet d'établissement, le projet personnalisé, le livret d'accueil, soit défectueux comme la tenue des dossiers, en méconnaissance des obligations réglementaires ;

Considérant que la surveillance de nuit est inadaptée et qu'elle ne permet pas d'assurer la sécurité des enfants, adolescents et jeunes adultes ;

Considérant l'absence d'une véritable approche pluridisciplinaire pourtant indispensable à l'accompagnement des personnes accueillies ;

Considérant le parcours de soins n'est pas intégré dans le plan personnalisé d'accompagnement et mal articulé avec les fonctions éducatives et pédagogiques ;

Considérant que les prescriptions médicales et les protocoles de soins urgents prescrits par le médecin et préparés par l'infirmière ne sont pas toujours administrés par les éducateurs dans leur rôle « d'aide à la prise » ; que seul un médecin peut juger de l'opportunité d'un traitement dont le défaut peut constituer une perte de chance pour les enfants, adolescents et jeunes adultes voire leur mise en danger pour la non application des protocoles de soins urgents ;

Considérant que l'analyse des dossiers révèle que les familles sont très peu associées à l'accompagnement de leurs enfants contrairement aux prescriptions de l'article D312-59-3 du code de l'action sociale et de familles ;

Considérant la pratique de sanctions maltraitantes, le recours à la contrainte ou à la réalisation des tâches dégradantes comme méthode éducative ;

Considérant que plusieurs déclarations d'évènements indésirables ou de dysfonctionnements ayant trait notamment à des faits de maltraitance n'ont pas fait l'objet de signalements auprès de l'Agence régionale de santé en méconnaissance de l'article R331-8 du code de l'action sociale et des familles ;

Considérant ainsi que la mission d'inspection a constaté l'existence d'une maltraitance banalisée et institutionnalisée ;

Considérant qu'un signalement a été effectué le 18 mai 2020 auprès du procureur de la République en application de l'article 40-1 du code de procédure pénale, de faits répétés de maltraitance graves sur un mineur ;

Considérant une gestion des ressources humaines défailante :

- une seule fiche de poste retrouvée lors de l'inspection, quasi-absence d'analyse de pratiques professionnelles ;
- une pratique illégale des heures supplémentaires préjudiciable à la santé des salariés et à la qualité de la prise en charge ;
- l'absence de service social en violation de l'article D312-59 du code de l'action sociale et des familles ;
- le constat que certains professionnels ne disposent pas des qualifications requises pour exercer leurs fonctions engendrant des glissements de tâches, en particulier des éducateurs/moniteurs sportifs faisant fonction d'éducateur spécialisé ;

Considérant que les conditions d'organisation et de fonctionnement ne permettent pas d'assurer la sécurité, la santé et le bien-être physique et moral des enfants, adolescents et jeunes adultes accueillis ou accompagnés ;

Considérant qu'un climat délétère de tensions fait obstacle à toute amélioration et justifie une interruption de l'activité pour assurer la sécurité, la santé et le bien-être physique ou moral des personnes accueillies et permettre la mise en œuvre des mesures nécessaires au rétablissement d'une organisation et d'un fonctionnement appropriés ;

Considérant qu'il y a lieu dès lors de prononcer en urgence la suspension de toutes les activités de l'ITEP et du SESSAD gérés par le CDSEE ;

Considérant par ailleurs que vont être prises toutes les mesures nécessaires à la prise en charge des publics accueillis, au sein d'autres établissements ;

Sur proposition de Madame la déléguée départementale des Bouches-du-Rhône de l'Agence régionale de santé ;

DECIDE

Article 1^{er} : En application de l'article L313-16 du code de l'action sociale et des familles, il est prononcé la suspension de toutes les activités de l'ITEP et du SESSAD gérées par Centre Départemental Spécialisé d'Éducation de l'Enfance (CDSEE) « Les Cadeneaux », FINESS ET n°13 078 226, 1239 sis Avenue du Capitaine de Corvette Paul Brutus, Les Cadeneaux, BP 125, 13 758 Les Pennes-Mirabeau cedex pour 6 mois à compter du 18 juillet 2020 à 00 h 00.

Article 2 : à compter du 18 juillet 2020 à 00 h 00, le directeur du Centre hospitalier spécialisé Montperrin, 109 avenue du Petit Barthélemy 13617 Aix-en-Provence cedex 1, est nommé administrateur provisoire du Centre Départemental Spécialisé d'Éducation de l'Enfance pour 6 mois.

Article 3 : la réouverture est subordonnée à un contrôle préalable visant à déterminer qu'il a été remédié aux dysfonctionnements constatés et que le Centre Départemental Spécialisé d'Éducation de l'Enfance (CDSEE) « Les Cadeneaux » est en capacité d'assurer la santé, la sécurité et le bien-être physique et moral des enfants, adolescents et jeunes adultes.

Article 4 : la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour l'intéressé, et à compter de sa publication pour les tiers.

Article 5 : la déléguée départementale des Bouches-du-Rhône est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et affiché à la mairie des Pennes-Mirabeau pendant un mois.

Fait à Marseille, le 15 juillet 2020

Le Directeur général



Philippe De Mester

ARS PACA

R93-2020-07-06-010

RAA du 10072020 Dept 84

*CH D' AVIGNON RENOUVELLEMENT AUTORISATION EQUIPEMENT MATERIEL LOURD,
TEP*

| EJ | Raison Sociale EJ titulaire | ET | Raison sociale ET d'implantation | ACTIVITE/EML | NOTIFICATION RENOUELEMENT | RENOUELEMENT A COMPTER DU |
|--------------|-------------------------------------|--------------|---|--|---------------------------|---------------------------|
| 84 000 659 7 | CENTRE HOSPITALIER D'AVIGNON | 84 000 186 1 | CENTRE HOSPITALIER D'AVIGNON HENRI DUFFAUT | TEP de marque SIEMENS de type Biograph mCTFlow | 06/07/2020 | 30/08/2021 |

ARS PACA

R93-2020-07-08-006

RAA du 150720 Dept 06

renouvellement autorisation TEP GIE Mougins

| EJ | Raison Sociale EJ titulaire | ET | Raison sociale ET d'implantation | ACTIVITE/EML | MODALITE/FORME | NOTIFICATION RENOUVELLEMENT | RENOUVELLEMENT A COMPTEUR DU |
|--------------|---|--------------|--|---|----------------|--------------------------------|---------------------------------|
| 06 002 166 4 | GIE MOUGINS TEP 122, avenue du Docteur Maurice Donat BP 1250 06254 MOUGINS CEDEX FINESS EJ : 06 002 166 4 | 06 002 618 4 | CENTRE D'IMAGERIE NUCLEAIRE HOPITAL PRIVE ARNAULT TZANCK 122, avenue du Docteur Maurice Donat 06250 MOUGINS FINESS EJ : 06002 618 4 | TEP COUPLE A LA TOMODENSITOMETRIE DE MARQUE GENERAL ELECTRIC MODELE IQ 540 | / | 08/07/2020 | 24/08/2021 |

DIRM

R93-2020-07-09-003

20200709145750

*arrêté portant modification du règlement local de la station de pilotage maritime de Marseille et
du Golfe de Fos*

PRÉFET DE REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Direction inter-régionale
de la mer Méditerranée

ARRETE N°
portant modification du règlement local de la station de pilotage maritime
de MARSEILLE et du golfe de FOS

Le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

- VU** la loi du 28 mars 1928 modifiée fixant le régime du pilotage dans les eaux maritimes ;
- VU** le décret du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret n°2010-310 du 11 février 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions interrégionales de la mer ;
- VU** l'arrêté du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°2012-455 en date du 4 septembre 2012 portant règlement local de la station de pilotage maritime de MARSEILLE et du golfe de FOS ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°R93-2018-09-11-011 du 11 septembre 2018 portant délégation de signature à Monsieur Eric LEVERT, directeur interrégional de la mer Méditerranée ;
- VU** la demande présentée par le Syndicat professionnel des Pilotes des Ports de Marseille et du golfe de Fos ;
- VU** l'avis de la commission locale du pilotage réunie le vendredi 3 juillet 2020 ;
- SUR** proposition du directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône ;

Article 1er

L'annexe technique n° 2 de l'arrêté du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°2012-455 du 4 septembre 2012 portant fixation des seuils de pilotage pour la station des ports de Marseille et du golfe de Fos annexée au règlement local de la station de pilotage maritime est supprimée. Elle est remplacée dans le présent arrêté par une nouvelle annexe technique ayant le même objet et portant la même numérotation.

Article 2

L'annexe technique n°3 de l'arrêté du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°2012-455 du 4 septembre 2012 fixant les conditions d'attribution de la licence de capitaine-pilote dans le port de Marseille est supprimée. Elle est remplacée dans le présent arrêté par une nouvelle annexe technique ayant le même objet et portant la même numérotation.

Article 3

Le dispositif d'exemption prévu par l'article 2 de l'annexe technique n°2 de l'arrêté n°2012-455 du 4

septembre 2012 est applicable jusqu'au 31 décembre 2020 pour les navires avitailleurs « CAP SICIE » (MT925027), « TATIANA B » (MT925847), « FLORENCE B » (MA925848) et « CAP PINEDE » (MT927079) lorsque leur capitaine est l'un des marins suivants :

- BERTHOU Thierry
- BOUDARD Pierre
- BOURDILLON Olivier
- BRACQ Guillaume
- CELLAR Rodolphe
- DALMAS Julien
- ERRANNI Nicolas
- LAFON Cyril
- LE NEVEN Cédric
- PICON Julien
- SORNAY Pierre
- THOMAS Sylvain
- VANDENHAUTTE Boris

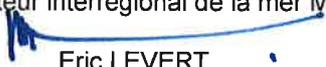
Pour bénéficier de ce dispositif, les marins visés au présent article, doivent présenter au plus tard le 30 septembre 2020 en lien avec la station de pilotage de Marseille-Fos, une attestation de réalisation d'une touchée en présence d'un pilote à bord d'un des navires visés au présent article et d'une sensibilisation au Bridge Ressource Management (BRM).

Article 4

Le président de la station du pilotage maritime de Marseille et du golfe de Fos et le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

09 JUL. 2020

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur interrégional de la mer Méditerranée


Eric LEVERT

DIFFUSION :

Préfet de région PACA
Station de pilotage
GPMM
DDTM 13
DGITM

ANNEXE technique n°2 (modifiée)

Portant fixation des seuils de pilotage pour la station des ports de Marseille et du golfe de Fos

Article 1

Les seuils de l'obligation de pilotage dans les ports de Marseille et du Golfe de Fos sont fixés comme suit :

1.1 PORT DE MARSEILLE

- 70m de longueur hors tout pour les navires autres que les navires transportant des hydrocarbures dont la liste figure dans la convention MARPOL 73 annexe 1 et les navires transportant des substances dangereuses définies par le décret 79-703 du 07 août 1979.

- 50m de longueur hors tout pour les navires transportant des hydrocarbures dont la liste figure dans la convention MARPOL 73 annexe 1 et les navires transportant des substances dangereuses définies par le décret 79-703 du 07 août 1979.

1.2. PORTS DE LAVERA, CANAL DE MARTIGUES, CARONTE, ETANG DE BERRE et PORT SAINT LOUIS DU RHONE

- 50 m de longueur hors tout pour les navires de toutes catégories.

1.3. PORT DE FOS.

-50m de longueur hors tout pour les navires de toutes catégories.

- 70m de longueur hors tout pour les navires autres que les navires transportant des hydrocarbures sont la liste figure dans la convention MARPOL 73 annexe 1 et les navires transportant des substances dangereuses définies par le décret 79703 du 07 août 1976 à destination ou en provenance du terminal conteneurs de la darse II et les postes de la darse III.

1.4. PORT DE LA CIOTAT

- 70m de longueur hors tout pour les navires transportant de hydrocarbures dont la liste figure dans la convention MARPOL 73 annexe 1 et les navires transportant des substances dangereuses définies par le décret n°79-703 du 07 août 1979.

ANNEXE Technique n° 3 (modifiée)

Fixant les conditions d'attribution de la licence de capitaine-pilote dans le port de Marseille

Article 1 – champ d'application

Conformément aux articles R.5341-2 et suivants du code des transports, peuvent obtenir une licence de capitaine-pilote pour le Grand Port Maritime de Marseille :

- les capitaines de navires ne transportant pas de matières dangereuses d'une longueur inférieure ou égale à 150 mètres hors tout,
- les capitaines de navires de soutage ou d'avitaillement, d'une longueur inférieure ou égale à 150 mètres hors tout, sous réserve que le navire navigue dans le cadre d'activités limitées aux avitaillements des navires et au soutage d'un bassin portuaire à l'autre du Grand Port Maritime de Marseille.

Les licences ne peuvent être accordées qu'après examen au cas par cas par la commission locale mentionnée à l'article R.5341-6 du code des transports.

Article 2 – Conditions de touchées pour la délivrance de la licence de capitaine pilote

Les candidats à la licence de capitaine-pilote doivent avoir effectué dans les 12 derniers mois qui précèdent la demande de licence, en qualité de capitaine du navire au titre duquel la licence est demandée, au moins 30 touchées pilotées. Une touchée est composée d'une entrée et d'une sortie dans les bassins du Grand Port Maritime de Marseille. Dans les 30 touchées, le demandeur devra avoir effectué a minima 20 touchées dans l'un des deux bassins du Grand Port et 10 pour une seule zone.

Pour l'application de la présente annexe et la validité des licences de capitaine pilote, le Grand Port Maritime de Marseille est divisé en zones comme suit :

| Bassin | Zone | Délimitation de la zone |
|-----------------------------------|----------------------------|---|
| EST | Zone 1 – Entrée passe Nord | Bassins Mirabeau, Gourret, Wilson, Pinède |
| | Zone 2 – Entrée passe Nord | Bassin national et Bassin d'Arenc |
| | Zone 3 – Entrée passe Sud | Bassin Grande Joliette |
| OUEST | Zone 4 | Darse 1,2,3, Sud et rades |
| | Zone 5 | Bassin de Lavera |
| Nombre de touchées minimum | | |
| 30 pour le GPMM | 20 par bassin | 10 par zone |

Article 3 – Saisine de la commission locale de pilotage et pièces justificatives

Le candidat à la licence de capitaine pilote transmet au Préfet des Bouches-du-Rhône – direction départementale des territoires et de la mer (commission locale du pilotage) - une demande de délivrance de licence de capitaine pilote pour un navire donné, répondant aux conditions de l'article 1^{er} de la présente annexe, accompagnée des pièces suivantes :

- demande sur papier libre portant l'avis favorable de l'armateur ;
- brevet requis pour exercer les fonctions de capitaine à bord du navire concerné, en cours de validité ;
- attestation de formation « Bridge Ressource Management », conforme aux prescriptions de l'arrêté du 24 avril 2014 ;
- certificat d'aptitude médicale exigé des pilotes maritimes français en cours de carrière, délivré depuis moins de trois mois ;

- relevé des touchées réalisées dans les douze mois précédant la demande, certifié par le commandant du Grand Port Maritime de Marseille ;
 - une photographie d'identité ;
 - caractéristiques techniques du navire et sa capacité de manœuvre, qui seront étudiées par la commission locale ;
 - les postes et l'étendue géographique en référence aux zones définies à l'article 2, pour lesquels la licence est demandée.
- En application de l'article R. 5341-6 du code des transports, la commission apprécie la maîtrise de la langue française du capitaine, en tenant compte des usages locaux, afin de garantir la qualité de la communication lors des manœuvres.

Article 4 – Nature des épreuves et référentiel de l'examen :

Les membres de la commission locale visée à l'article R.5341-6 du code des transports sont chargés d'examiner les candidats et vérifier leurs capacités à la licence de capitaine-pilote.

L'examen est composé :

1 - d'une épreuve théorique comprenant une interrogation orale d'une durée d'une heure.

Cette épreuve a pour objectif de vérifier la maîtrise par les candidats

x des textes réglementaires suivants :

- Arrêté interpréfectoral portant création de la zone maritime et fluviale de régulation du GPMM
- Règlement local Marchandises dangereuses
 - Avitaillement navires et Bateaux
 - Manutention Marchandises dangereuses en Vrac
 - Dispositions spéciales Navires et Bateaux
 - Précautions d'ordre nautique et Amarrage .
- Code des transports- Partie Réglementaire
 - Livre III - Titre IV - services portuaires - section 1 – s/s 1 - §1 & 2 (Art R 5341-23)

x des usages du GPMM à travers le Guide d'Information Portuaire :

- Guide d'information Portuaire
 - Règles et réglementations applicables
 - Demandes d'opérations
 - Tailles admissibles des navires et bathymétrie
 - Incendie, Pollution et secours
 - Services maritimes
 - Amarrage

2 - d'une épreuve pratique sur simulateur, consistant en la vérification de la capacité du candidat à piloter son navire dans la partie du port pour laquelle il sollicite la délivrance de la licence. Les aptitudes de manœuvre du candidat sont contrôlées à l'aide du simulateur de manœuvre de la station de pilotage de Marseille – Fos. L'épreuve consiste à effectuer des manœuvres, dans des conditions météorologiques variées, sur un navire comparable ou identique à celui qui fait l'objet de la demande, et dans différentes zones parmi celles où il doit opérer sans pilote. Lors de cette épreuve, le candidat peut être mis face à des situations d'urgence.

Article 5 – Conditions de délivrance de la licence de capitaine-pilote

Après réussite à l'examen théorique et pratique, la commission locale émet un avis à l'octroi d'une licence de capitaine-pilote, pour les candidats remplissant les conditions prévues à l'article R.5341-7 du code des transports et aux articles 2 et 3 de la présente annexe.

Elle définit, au cas par cas et pour chaque navire, les limites géographiques et météorologiques pour lesquelles les effets de la licence sont effectifs.

La commission peut surseoir à statuer, après avis motivé et demander des pièces complémentaires. Dans le cas de limites géographiques particulières, la commission sursoit à statuer dans l'attente de disposer d'un retour d'expérience suffisant lui permettant de valider ces zones.

Les avis de la commission sont transmis au Préfet des Bouches-du-Rhône qui délivre les licences de capitaine-pilote.

Article 6 – Extension de la licence

La validité de la licence de capitaine-pilote délivrée à un capitaine peut être étendue à un ou plusieurs navires aux caractéristiques équivalentes, après avis de la commission locale.

Article 7 – Validité de la licence

La licence de capitaine-pilote est délivrée pour une durée de 2 ans. Les capitaines qui en sont bénéficiaires justifient à tout moment de l'ensemble des conditions qui ont prévalu pour son attribution dans les zones définies par ladite licence.

Le capitaine titulaire de la licence est présent à la passerelle lors de tout mouvement du navire, qui dispose de tous ses moyens de navigation et de manœuvre en bon état de fonctionnement et lui permettant d'assurer ses opérations en toute sécurité.

Lorsque le capitaine titulaire d'une licence de capitaine-pilote fait appel à un ou plusieurs remorqueurs, il doit obligatoirement prendre un pilote.

La validité de la licence cesse dès que :

- la vitesse maximale du vent atteint une valeur limite déterminée par la commission locale lors de l'examen du navire ;
- la capacité de manœuvre du navire n'est plus celle qui a été présentée à la commission locale, que ce soit en raison d'une modification volontaire ou d'une avarie ;
- la destination ou la provenance du navire se situent en dehors de la ZMFR pour les navires souteurs et d'avitaillement, pour le voyage considéré.

Article 8 – Renouvellement de la licence

Avant la date de fin de validité de la licence, une demande de renouvellement est présentée par le capitaine au Préfet des Bouches-du-Rhône - direction départementale des territoires et de la mer (commission locale du pilotage), dès lors que toutes les conditions prévues pour la délivrance demeurent valables. La demande comporte, pour chaque capitaine :

- un justificatif des touchées réalisées depuis la date de délivrance de la licence ;
- un certificat d'aptitude médicale exigé des pilotes maritimes français en cours de carrière, en cours de validité ;
- une attestation de réalisation d'une touchée en présence d'un pilote à bord d'un des navires visé au 1° de la présente annexe, délivrée par la Station de pilotage.
- une attestation de formation « Bridge Ressource Management », conforme aux prescriptions de l'arrêté du 24 avril 2014 susvisé, et dont la date de délivrance est de moins de 10 ans ;
- l'original de la licence.

Article 9 – Suspension et perte définitive

La licence cesse d'être valable dès que son titulaire ne remplit pas l'une des conditions fixées pour sa délivrance.

Tout manquement aux conditions de délivrance et de conservation de la licence ainsi que tout manquement au respect des règles de bonne navigation et de manœuvre, peut donner lieu à une suspension de la licence, dans les conditions prévues à l'article R.5341-9 du code des transports.

Sur proposition de la commission locale, la validité de la licence de capitaine-pilote peut être suspendue temporairement, lorsque les conditions de sécurité ou de sûreté de la navigation dans le port l'exigent.

Au-delà de deux ans d'absence de touchées dans la zone à laquelle est attachée la licence, le capitaine perd définitivement le bénéfice de la zone considérée .

Article 10 – Dispositions transitoires

Les touchées réalisées dans le cadre du dispositif d'exemption prévu par l'annexe technique n°2 de l'arrêté n°2012-455 du 4 septembre 2012 par le candidat à la licence de capitaine-pilote sont pris en compte dans le total des touchées requises pour ladite licence.

Le candidat à la licence de capitaine-pilote ayant bénéficié de ce même dispositif d'exemption transmet lors de la demande de délivrance de licence de capitaine pilote, en complément des pièces listées à l'article 3 de la présente annexe, une attestation de réalisation d'une touchée en présence d'un pilote à bord d'un des navires visés à l'article 3 du présent arrêté, délivrée par la Station de pilotage.

DRAAF PACA

R93-2020-07-03-027

Arrêté modifiant l'arrêté du 18 juin 2018 portant reconnaissance du groupement d'intérêt économique et environnemental forestier (GIEEF) de la Laye et du Lauzon



PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

La Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur

ARRÊTÉ

modifiant l'arrêté du 18 juin 2018 portant reconnaissance du groupement d'intérêt économique et environnemental forestier (GIEEF) de la Laye et du Lauzon

Le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,
Préfet des Bouches-du-Rhône,

- VU** le code forestier, notamment ses articles L.332-7, L.332-8, R.332-13 et D.332-14 à D.332-19 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 18 juin 2018 portant reconnaissance du groupement d'intérêt économique et environnemental forestier (GIEEF) du massif de la Laye et du Lauzon d'une surface de 492,1531 ha ;
- VU** le plan simple de gestion concerté de l'ASLGF de la Laye et du Lauzon, numéro 04-2794-2, d'une surface de 963,2621 ha, agréé le 21 janvier 2020 ;
- VU** l'arrêté préfectoral R93-2017-12-11-011 du 11 décembre 2017 portant délégation de signature du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur à Monsieur Patrice de LAURENS de LACENNE, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- SUR** proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

Est pris en compte le plan simple de gestion (PSG) concerté de l'ASL de la Laye et du Lauzon, numéro 04-2794-2, agréé le 21 janvier 2020, pour la reconnaissance du groupement d'intérêt économique et environnemental forestier (GIEEF) de la Laye et du Lauzon susvisé. Les parcelles cadastrales engagées dans le GIEEF de la Laye et du Lauzon sont listées dans le PSG concerté susvisé.

ARTICLE 2

Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Fait à Marseille, le 3 juillet 2020

Pour le Préfet et par délégation
Le Directeur Régional de l'Alimentation,
De l'Agriculture et de la Forêt

SIGNÉ

Patrice de LAURENS de LACENNE

DRAAF PACA

R93-2020-07-10-001

Arrêté modifiant l'arrêté du 23 juin 2020 portant
autorisation d'exploiter à l'EARL DE VILLENEUVE
04500 ROUMOULES

Arrêté modifiant l'arrêté du 23 juin 2020 portant autorisation d'exploiter

VU La loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt,

VU Le décret d'application n° 2015-713 du 22 juin 2015,

VU Le code rural et de la pêche maritime partie législative et réglementaire

VU L'arrêté du 13 juillet 2015 fixant la surface minimale d'assujettissement nationale,

VU L'arrêté du 20 juillet 2015 fixant les modalités de calcul des équivalences par type de production, région naturelle ou territoire pour l'établissement du schéma directeur régional des exploitations agricoles,

VU L'arrêté du 18 septembre 2015 fixant les coefficients d'équivalence pour les productions hors sol,

VU L'arrêté préfectoral du 25 octobre 2018 portant délégation de signature du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur au Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, Recteur pour l'enseignement agricole,

VU L'arrêté du 20 août 2019 portant délégation de signature aux agents de la DRAAF PACA,

VU L'arrêté préfectoral régional du 30 juin 2016 portant schéma directeur régional des exploitations agricoles de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,

VU La demande enregistrée sous le numéro 04 2020 009 présentée par l'EARL DE VILLENEUVE – 4 Place de l'Église 04500 ROUMOULES,

CONSIDÉRANT qu'aucune demande concurrente n'a été enregistrée pendant la durée de la publicité légale,

CONSIDÉRANT l'erreur matérielle par l'oubli de 2 propriétaires (Bernard DEVIGNE et Jeanine MANE) et de leurs parcelles dans l'arrêté en date du 23/06/20

ARRÊTE

Article premier : L'EARL DE VILLENEUVE – 4 Place de l'Église 04500 ROUMOULES, est autorisée à exploiter les parcelles dont les références cadastrales et les noms des propriétaires sont détaillés ci-dessous :

| Communes | Références cadastrales | Superficie (en ha) | Propriétaire de la parcelle |
|-----------|------------------------------|--------------------|-----------------------------|
| ROUMOULES | W334-336-ZO4 | 6,7 | Gérard GUILLAUMOND |
| | ZH21 | 16,9 | Marie GUILLAUMOND |
| | YA17-YB28 | 41,6 | Mairie de ROUMOULES |
| | ZT26 | 4,57 | SCI CHATEAU DE CAMPAGNE |
| | YB8 | 1,15 | RMC |
| | ZB62 | 1,42 | Albert AMAN |
| | ZC97-98-99-ZP11-ZA20 | 6,31 | Emile AUGARDE |
| | ZC95-ZP9-ZD21 | 4,83 | Jean.Maurice ARNAUD |
| | ZP8 | 1,3 | Henriette COLLOMP |
| | ZV20-21-ZR36-ZW14-ZP10-ZC237 | 7,97 | Simone CHAUDON |

| | | | |
|--|---|-------|--------------------------|
| | ZT30 | 0,97 | Paul COLLOMP |
| | ZC1-2-3-117-ZO8-6-7-ZT20-22-23-ZB59-60-ZD17-ZR25-ZS92 | 30,36 | Raymond MICHEL |
| | YB7-30-ZY14-15 | 16,8 | André DAUMAS |
| | ZD15-16-19-ZE1-3-ZR19-20 | 11,63 | Denise CHAUDON |
| | Z11-12-13 | 5,26 | Denise CHAUDON |
| | Z417-418- | 2,99 | Yvette CHAUDON/GHIBAUDDO |
| | F606-712 | 6,27 | Simone CHAUDON |
| | ZB61-ZS91 | 2,76 | Bernard DEVIGNE |
| | ZW2 | 5,82 | Jeanine MANE |

Article 2 :

Article 3 : Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de PACA, le préfet du département des Alpes-de-Haute-Provence et le directeur départemental des territoires des Alpes-de-Haute-Provence, et le maire de la commune de ROUMOULES sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et affiché en mairie de(s) commune(s) intéressée(s).

Marseille, le 10 juillet 2020

Pour le Directeur Régional de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt,
et par délégation,
Le Chef du Service Régional de l'Economie et du Développement Durable des Territoires

Signé

Claude Balmelle

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer soit un recours gracieux devant le préfet ou un recours hiérarchique devant le ministre de l'agriculture, soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille qui peut être également saisi par l'application Télérécourts citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite, par absence de réponse dans les deux mois du recours, vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif.

DRAAF PACA

R93-2020-07-10-003

**Arrêté portant autorisation d'exploiter de M. Jeremy
LIEUTIER 04200 SISTERON**



Arrêté portant autorisation d'exploiter de Monsieur Jeremy LIEUTIER 04200 SISTERON

- VU** La loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt,
- VU** Le décret d'application n° 2015-713 du 22 juin 2015,
- VU** Les articles L312-1, L331-1 à 12, R331-5 et R331-6 du Code Rural et de la Pêche Maritime,
- VU** L'arrêté du 13 juillet 2015 fixant la surface minimale d'assujettissement nationale,
- VU** L'arrêté du 20 juillet 2015 fixant les modalités de calcul des équivalences par type de production, région naturelle ou territoire pour l'établissement du schéma directeur régional des exploitations agricoles,
- VU** L'arrêté du 18 septembre 2015 fixant les coefficients d'équivalence pour les productions hors sol,
- VU** L'arrêté préfectoral régional du 30 juin 2016 portant schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- VU** L'arrêté préfectoral du 25 octobre 2018 portant délégation de signature du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur au Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, Recteur pour l'enseignement agricole,
- VU** L'arrêté du 20 août 2019 portant délégation de signature aux agents de la DRAAF PACA,
- VU** La demande reçue le 4 novembre 2019 enregistrée sous le numéro 042019042 présentée par la SCEA du Bois du Rif domiciliée Devant Maison, Le Bois du Rif, 05300 LE POËT,
- VU** La demande concurrente de M. Jérémy LIEUTIER domicilié 640 chemin de Soleilhet, 04200 SISTERON, reçue le 3 janvier 2020, enregistrée sous le numéro 042020002,
- VU** Le courrier du 27 janvier 2020 de prolongation des délais d'instruction à 6 mois soit jusqu'au 4 mai 2020, délivré contre signature à M. Jérémy LIEUTIER,
- VU** L'ordonnance 2020-560 du 13 mai 2020 relative à la prolongation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période,

CONSIDERANT que M. Jérémy LIEUTIER, en cours d'installation, dont le Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP) a été agréé le 6 juillet 2018 et validé le 6 décembre 2018, n'est pas soumis au contrôle des structures, mais présente une situation équivalente à la priorité 2 du SDREA,

CONSIDERANT que la SCEA du Bois du Rif, demandeur initial de l'autorisation d'exploiter, est soumise au titre de l'agrandissement et relève à ce titre de la priorité 6,

CONSIDERANT que, conformément à l'article L331-3-1 du code rural et de la pêche maritime, le candidat à la reprise mentionné ci-dessus répond à un rang de priorité supérieur au regard du schéma directeur régional des structures agricoles mentionné à l'article L. 312-1 ;

SUR Proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

ARRÊTE

Article premier : M. Jérémy LIEUTIER demeurant 640 Chemin de Soleilhet, 04200 SISTERON est autorisé à exploiter 30,3067 hectares (parcelles AN2-AN3-AN6-AN16-AN18-AN19-AN45-AN46-AN47-AN48-AN49-AN50-AN51-AN52-AN53-AN54-AN55-AN56-AN58-AN59-AN60-AN66-AN94-AN96-AN98-AN102-AN118-AN167-AN169) situés à SISTERON appartenant à Mmes Michèle, Marjory et Mélodie GAILLARD.

Article 2 : Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Provence Alpes Côte d'Azur, le préfet de département et le directeur départemental des territoires des Alpes de Haute Provence, et le maire de la commune de SISTERON sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et affiché en mairie de la commune intéressée.

Marseille, le 10 juillet 2020

Pour le Directeur Régional de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt,
et par délégation,
Le Chef du Service Régional de l'Economie
et du Développement Durable des Territoires

SIGNÉ

Claude Balmelle

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer soit un recours gracieux devant le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ou un recours hiérarchique devant le ministre de l'agriculture, soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille.

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille, lequel peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

DRAAF PACA

R93-2020-07-10-005

**Arrêté portant autorisation d'exploiter de Mme Sylvie
AILLAUD-ESPOSITO 05300 UPAIX**



**Arrêté portant autorisation d'exploiter de Madame Sylvie AILLAUD-ESPOSITO 05300
UPAIX**

- VU** La loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt,
- VU** Le décret d'application n° 2015-713 du 22 juin 2015,
- VU** Les articles L312-1, L331-1 à 12, R331-5 et R331-6 du Code Rural et de la Pêche Maritime,
- VU** L'arrêté du 13 juillet 2015 fixant la surface minimale d'assujettissement nationale,
- VU** L'arrêté du 20 juillet 2015 fixant les modalités de calcul des équivalences par type de production, région naturelle ou territoire pour l'établissement du schéma directeur régional des exploitations agricoles,
- VU** L'arrêté du 18 septembre 2015 fixant les coefficients d'équivalence pour les productions hors sol,
- VU** L'arrêté préfectoral régional du 30 juin 2016 portant schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- VU** L'arrêté préfectoral du 25 octobre 2018 portant délégation de signature du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur au Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, Recteur pour l'enseignement agricole,
- VU** L'arrêté du 20 août 2019 portant délégation de signature aux agents de la DRAAF PACA,
- VU** La demande reçue le 13 décembre 2019 enregistrée sous le numéro 042019054 présentée par Mme Sylvie AILLAUD-ESPOSITO domiciliée Saint-Martin 05300 UPAIX,,
- VU** La demande concurrente de M. François NICOLAS domicilié Le Village 04250 FAUCON DU CAIRE, reçue le 13 février 2020, enregistrée sous le numéro 042020023,
- VU** Le courrier de prolongation des délais d'instruction à 6 mois soit jusqu'au 13 juin 2020, délivré le v5 mars 2020,
- VU** L'ordonnance 2020-560 du 13 mai 2020 relative à la prolongation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période,

CONSIDERANT que Mme Sylvie AILLAUD-ESPOSITO, en s'installant à titre principal, à plus de 40 ans, présente une priorité de rang 5 au regard du SDREA,

CONSIDERANT que M. François NICOLAS, ancien locataire des terres demandées, en fin de convention de mise à disposition SAFER, concurrent sous le n°042020023, est soumis au contrôle des structures agricoles au titre de l'agrandissement et relève à ce titre de la priorité 6 du SDREA,

CONSIDERANT que, conformément à l'article L331-3-1 du code rural et de la pêche maritime, la demandeuse initiale, Mme Sylvie AILLAUD-ESPOSITO, répond à un rang de priorité supérieur au regard du schéma directeur régional des structures agricoles mentionné à l'article L. 312-1 ;

SUR Proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

ARRÊTE

Article premier : Mme Sylvie AILLAUD-ESPOSITO domiciliée St Martin, 05300 UPAIX, est autorisée à exploiter les 29,65 hectares, parcelles A62-64-65-66-68-69-70-73-74-75-76-83-84-85-93-96-170-196-197-330-BO3J-BO3K-B25-35-39-46-47-48-49-50-51-53-54-58-59-61-62-63-64-65-66-67-68-69-71-72-73-74-79-80-358-371-372-373-380-381-489-491-520-522-A63-71-77-79-82-83-88-100-101-103-B4-5-29-31-32-33-36-40-52-56-60-70 situées à FAUCON DU CAIRE ainsi que les parcelles A72-B2-3-16 situées à GIGORS appartenant à M. et Mme Auguste et Jacqueline BERNARD domiciliés à 04250 FAUCON DU CAIRE

Article 2 : Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Provence Alpes Côte d'Azur, le préfet de département et le directeur départemental des territoires des Alpes de Haute Provence, et le maire de la commune de FAUCON DU CAIRE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et affiché en mairie de la commune intéressée.

Marseille, le 10 juillet 2020

Pour le Directeur Régional de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt,
et par délégation,
Le Chef du Service Régional de l'Economie
et du Développement Durable des Territoires

SIGNÉ

Claude Balmelle

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer soit un recours gracieux devant le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ou un recours hiérarchique devant le ministre de l'agriculture, soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille.

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille, lequel peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

DRAAF PACA

R93-2020-07-10-004

**Arrêté portant refus d'autorisation d'exploiter de la SCEA
DU BOIS DU RIF 05300 LE POËT**



**Arrêté portant refus d'autorisation d'exploiter de la SCEA DU BOIS DU RIF 05300 LE
POËT**

- VU** La loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt,
- VU** Le décret d'application n° 2015-713 du 22 juin 2015,
- VU** Les articles L312-1, L331-1 à 12, R331-5 et R331-6 du Code Rural et de la Pêche Maritime,
- VU** L'arrêté du 13 juillet 2015 fixant la surface minimale d'assujettissement nationale,
- VU** L'arrêté du 20 juillet 2015 fixant les modalités de calcul des équivalences par type de production, région naturelle ou territoire pour l'établissement du schéma directeur régional des exploitations agricoles,
- VU** L'arrêté du 18 septembre 2015 fixant les coefficients d'équivalence pour les productions hors sol,
- VU** L'arrêté préfectoral régional du 30 juin 2016 portant schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- VU** L'arrêté préfectoral du 25 octobre 2018 portant délégation de signature du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur au Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, Recteur pour l'enseignement agricole,
- VU** L'arrêté du 20 août 2019 portant délégation de signature aux agents de la DRAAF PACA,
- VU** La demande reçue le 4 novembre 2019 enregistrée sous le numéro 042019042 présentée par la SCEA du Bois du Rif domiciliée Devant Maison, Le Bois du Rif, 05300 LE POËT,
- VU** La demande concurrente de M. Jérémy LIEUTIER domicilié 640 chemin de Soleilhet, 04200 SISTERON, reçue le 3 janvier 2020, enregistrée sous le numéro 042020002,
- VU** Le courrier de prolongation des délais d'instruction à 6 mois soit jusqu'au 4 mai 2020, délivré le 1^{er} février 2020 contre signature à la SCEA Le Bois du Rif,
- VU** L'ordonnance 2020-560 du 13 mai 2020 relative à la prolongation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période,

CONSIDERANT que M. Jérémy LIEUTIER, en cours d'installation, dont le Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP) a été agréé le 6 juillet 2018 et validé le 6 décembre 2018, n'est pas soumis au contrôle des structures, mais présente une situation équivalente à la priorité 2 du SDREA,

CONSIDERANT que la SCEA du Bois du Rif, demandeur initial de l'autorisation d'exploiter, est soumise au titre de l'agrandissement et relève à ce titre de la priorité 6,

CONSIDERANT que, conformément à l'article L331-3-1 du code rural et de la pêche maritime, le candidat à la reprise mentionné ci-dessus répond à un rang de priorité supérieur au regard du schéma directeur régional des structures agricoles mentionné à l'article L. 312-1 ;

SUR Proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

ARRÊTE

Article premier : La **SCEA du Bois du Rif** domiciliée Devant Maison, Le Bois du Rif, 05300 LE POËT, n'est pas autorisée à exploiter les 30,3067 hectares, parcelles AN2-AN3-AN6-AN16-AN18-AN19-AN45-AN46-AN47-AN48-AN49-AN50-AN51-AN52-AN53-AN54-AN55-AN56-AN58-AN59-AN60-AN66-AN94-AN96-AN98-AN102-AN118-AN167-AN169 situées à SISTERON appartenant à Mesdames Michèle, Marjory et Mélodie GAILLARD.

Article 2 : Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Provence Alpes Côte d'Azur, le préfet de département et le directeur départemental des territoires des Alpes de Haute-Provence, et le maire de la commune de Sisteron sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et affiché en mairie de la commune intéressée.

Marseille, le 10 juillet 2020

Pour le Directeur Régional de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt,
et par délégation,
Le Chef du Service Régional de l'Economie
et du Développement Durable des Territoires

SIGNÉ

Claude Balmelle

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer soit un recours gracieux devant le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ou un recours hiérarchique devant le ministre de l'agriculture, soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille.

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille, lequel peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

DRAAF PACA

R93-2020-07-10-006

Arrêté portant refus d'autorisation d'exploiter de M.
François NICOLAS



**Arrêté portant refus d'autorisation d'exploiter de Monsieur François NICOLAS 04250
FAUCON DU CAIRE**

- VU** La loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt,
- VU** Le décret d'application n° 2015-713 du 22 juin 2015,
- VU** Les articles L312-1, L331-1 à 12, R331-5 et R331-6 du Code Rural et de la Pêche Maritime,
- VU** L'arrêté du 13 juillet 2015 fixant la surface minimale d'assujettissement nationale,
- VU** L'arrêté du 20 juillet 2015 fixant les modalités de calcul des équivalences par type de production, région naturelle ou territoire pour l'établissement du schéma directeur régional des exploitations agricoles,
- VU** L'arrêté du 18 septembre 2015 fixant les coefficients d'équivalence pour les productions hors sol,
- VU** L'arrêté préfectoral régional du 30 juin 2016 portant schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- VU** L'arrêté préfectoral du 25 octobre 2018 portant délégation de signature du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur au Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, Recteur pour l'enseignement agricole,
- VU** L'arrêté du 20 août 2019 portant délégation de signature aux agents de la DRAAF PACA,
- VU** La demande reçue le 13 décembre 2019 enregistrée sous le numéro 042019054 présentée par Mme Sylvie AILLAUD-ESPOSITO domiciliée Saint-Martin 05300 UPAIX,,
- VU** La demande concurrente de M. François NICOLAS domicilié Le Village 04250 FAUCON DU CAIRE, reçue le 13 février 2020, enregistrée sous le numéro 042020023,
- VU** Le courrier de prolongation des délais d'instruction à 6 mois soit jusqu'au 13 juin 2020, délivré le 5 mars 2020,
- VU** L'ordonnance 2020-560 du 13 mai 2020 relative à la prolongation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période,

CONSIDERANT que Mme Sylvie AILLAUD-ESPOSITO, en s'installant à titre principal, à plus de 40 ans, présente une priorité de rang 5 au regard du SDREA,

CONSIDERANT que M. François NICOLAS, ancien locataire des terres demandées, en fin de convention de mise à disposition SAFER, concurrent sous le n°042020023, est soumis au contrôle des structures agricoles au titre de l'agrandissement et relève à ce titre de la priorité 6 du SDREA,

CONSIDERANT que, conformément à l'article L331-3-1 du code rural et de la pêche maritime, la demandeuse initiale, Mme Sylvie AILLAUD-ESPOSITO, répond à un rang de priorité supérieur au regard du schéma directeur régional des structures agricoles mentionné à l'article L. 312-1 ;

SUR Proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

ARRÊTE

Article premier : M. François NICOLAS domicilié Le Village, 04250 FAUCON DU CAIRE, n'est pas autorisé à exploiter les 29,65 hectares, parcelles A62-63-64-65-66-68-69-70-71-73-75-76-77-79-B3J-K-A79-82-84-85-88-93-96-100-101-103-170-196-197-330-B4-5-31-25-29-32-33-34-35-36-39-40-46-47-48-49-50-51-52-53-54-56-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-79-80-358-371-373-380-391-489-491-520-52 situées à FAUCON DU CAIRE ainsi que les parcelles A72-B2-3-16 situées à GIGORS appartenant à M. et Mme Auguste et Jacqueline BERNARD domiciliés à 04250 FAUCON DU CAIRE

Article 2 : Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Provence Alpes Côte d'Azur, le préfet de département et le directeur départemental des territoires des Alpes de Haute Provence, et le maire de la commune de FAUCON DU CAIRE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et affiché en mairie de la commune intéressée.

Marseille, le 10 juillet 2020

Pour le Directeur Régional de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt,
et par délégation,
Le Chef du Service Régional de l'Economie
et du Développement Durable des Territoires

SIGNÉ

Claude Balmelle

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer soit un recours gracieux devant le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ou un recours hiérarchique devant le ministre de l'agriculture, soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille.

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille, lequel peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

DRAAF PACA

R93-2020-01-10-109

**Décision tacite d'autorisation d'exploiter de M.Frédéric
FONCEL 06530 PEYMEINADE**

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Direction départementale des territoires
et de la Mer des Alpes-Maritimes
Service Eau, Agriculture, Forêt et
Espaces Naturels

Affaire suivie par :
Eléonore RAKOTONIRINA
04 93 72 74 50
elonore.rakotonirina@alpes-maritimes.gouv.fr

N° Références : 062019034

Le Directeur Départemental des
Territoires et de la Mer

à

Monsieur FONCEL Frédéric
74, chemin Bléjarde
06530 PEYMEINADE

NICE, le 10 janvier 2020

ACCUSÉ DE RÉCEPTION DU DOSSIER COMPLET

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de nos services un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime (CRPM).

Vous envisagez de mettre en valeur des terres sur la commune de :

| Communes | Références cadastrales | Superficie | Propriétaire de la parcelle |
|---------------------------------|------------------------|-----------------|-----------------------------|
| Saint-Cézaire sur Siagne | B 802 | 0,527 ha | FRANCHI Jean-Pierre |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

Superficie totale : 0,527 ha

Votre dossier est enregistré complet le 30/12/2019 sous le numéro 062019034

Votre dossier présente les pièces nécessaires pour un début d'instruction. Des éléments techniques complémentaires pourront vous être demandés le cas échéant.

La DDTM des Alpes-Maritimes est chargée de procéder à la publicité de votre demande qui sera affichée en mairie de Saint-Cézaire-sur-Siagne où sont situés les terres ainsi que sur le site internet de la Préfecture.

Si une décision ne vous a pas été notifiée dans le délai de 4 mois, à compter de la date d'enregistrement mentionnée ci-dessus, vous bénéficierez alors d'une **AUTORISATION IMPLICITE** soit le **30/04/2020 (4 mois)** conformément à l'article R 331-6 du CRPM (1).

En cas d'autorisation tacite, celle-ci sera publiée au Recueil des Actes Administratifs (RAA) de la Préfecture de Région PACA, consultable à l'adresse suivante :

<http://www.prefectures-regions.gouv.fr/provence-alpes-cote-dazur/Documents-publications/RAA-2020-le-Recueil-des-Actes-Administratifs-2020>

Cependant, sur décision motivée, ce délai peut être prolongé à six mois en vertu du même article. Dans ce cas, vous en serez avisé avant la date citée ci-dessus.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il ne vous est pas permis de mettre en valeur les parcelles objet de la demande avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur Départemental des Territoires
et de la Mer du département des Alpes-Maritimes

L'adjointe au chef de Pôle Économie Agricole


Eléonore RAKOTONIRINA

(1) L'autorisation tacite pourra être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication au RAA :

- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre en charge de l'agriculture. Dans ce cas, vous disposez d'un nouveau délai de 2 mois pour introduire un recours contentieux à compter de la naissance de la décision expresse ou tacite.
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nice. La saisie du tribunal peut se faire par l'application Télérecours citoyens accessible à partir de www.telerecours.fr

DRJSCS PACA

R93-2020-07-10-002

ARRÊTÉ Portant nomination des membres du jury Du
diplôme d'Etat de préparateur en pharmacie hospitalière
Session Juillet 2020



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE
DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA COHESION
SOCIALE PACA
POLE FORMATIONS-CERTIFICATIONS**

ARRETE
Portant nomination des membres du jury
Du diplôme d'Etat de préparateur en pharmacie hospitalière
Session Juillet 2020

VU le code de la santé publique ;

Vu le décret n° 2015-1867 du 30/12/2015 relatif à l'organisation et aux compétences des services déconcentrés régionaux de la jeunesse des sports et de la cohésion sociale;

VU l'arrêté modifié du 02 août 2006 relatif au diplôme d'état de préparateur en pharmacie hospitalière et notamment son article 35 ;
;

VU l'arrêté n° R93-2018-03-09-002 du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches du Rhône, en date du 9 mars 2018 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe BERLEMONT, Directeur Régional et Départemental de la jeunesse, des sports et de la cohésion Sociale de Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

VU la décision N°R93-2020-05-14-002 du 14 mai 2020, prise au nom du Préfet, portant subdélégation de signature en matière d'administration générale

Sur proposition de la directrice du centre de formation des préparateurs en pharmacie hospitalière de Marseille ;

ARTICLE 1er :

Le jury de la session de juillet 2020 du diplôme d'état de préparateur en pharmacie hospitalière est constitué comme suit : .

PRESIDENT : le Directeur Régional et Départemental de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale ou son représentant

Le directeur général de l'agence régional de la santé ou son représentant, pharmacien inspecteur de santé publique
Docteur Emmanuelle Conte

Un membre des corps d'inspection de l'éducation nationale
M. Joël CNOKAERT

Un enseignant-chercheur pharmacien hospitalier
M. Stéphane HONORE

Le directeur du centre de formation de préparateurs en pharmacie hospitalière
Mme Jocelyne FILLOT

Un pharmacien praticien hospitalier proposé par le centre de formation
Mme Coralie PRESTI

Un directeur d'établissement public de santé ou médico-social ou un membre du corps des personnels de direction
Mme Sylvie ADRAGNA

Un préparateur en pharmacie hospitalière chargé d'enseignement
Mme Nathalie FERULLO-VALCHUISA

Un préparateur en pharmacie hospitalière cadre de santé
M. Bernard NAPPI

Un préparateur en pharmacie hospitalière en exercice
Mme Emily LUPPI

ARTICLE 2 :

Le Directeur Régional et Départemental de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale de Provence Alpes Côte d'Azur et la directrice du centre de formation des préparateurs en pharmacie hospitalière de Marseille sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 10 JUILLET 2020

Pour le directeur régional et départemental de la jeunesse,
des sports et de la cohésion sociale,
Par subdélégation,
L'inspecteur, adjointe au chef du pôle Formations-Certifications

signé

Catherine LARIDA

DRJSCS PACA

R93-2020-07-07-001

Arrêté portant nomination des membres du jury du
diplôme d'Etat d'accompagnement éducatif et social
Session 2020

Arrêté n°

**Portant nomination des membres du jury
du diplôme d'Etat d'accompagnement éducatif et social
Session 2020**

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.451-1, R.451-1 et R.451-2 ;

VU le code de l'éducation, notamment les articles L. 335-5 et L.335-6 ;

VU le décret n° 2002-615 du 26 avril 2002 relatif à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance d'une certification professionnelle ;

VU le décret n° 2015-1867 du 30 décembre 2015 relatif à l'organisation et aux compétences des services déconcentrés régionaux de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ;

VU le décret n° 2016- 74 du 29 janvier 2016 relatif au diplôme d'Etat d'accompagnement éducatif et social et modifiant le code de l'action sociale et des familles (partie réglementaire);

VU le décret n° 2020-437 du 16 avril 2020 modifié pris pour l'application des articles 5 et 6 de l'ordonnance n° 2020-351 du 27 mars 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 ;

VU l'arrêté du 29 janvier 2016 modifié relatif à la formation conduisant au diplôme d'Etat d'accompagnement éducatif et social ;

VU l'arrêté du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches du Rhône, n°R93-2018-03-09-002 en date du 09 mars 2018 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe BERLEMONT, Directeur Régional et Départemental de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale de Provence-Alpes-Côte d'Azur;

VU l'arrêté du ministère des solidarités et de la santé, du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, du ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministère des sports en date du 21 septembre 2019 portant nomination de madame Corinne SCANDURA, inspectrice de classe exceptionnelle de l'action sociale, en qualité de directrice régionale adjointe de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale, à compter du 1er janvier 2020 ;

VU l'arrêté du 25 juin 2020 portant adaptation des épreuves de certification des diplômes du travail social pour la session 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 ;

VU la décision n°R93-2020-05-14-002 du directeur régional et départemental prise au nom du Préfet en date du 14 mai 2020 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale;

ARRÊTE

Article 1 :

Le jury de la session de 2020 du diplôme d'Etat d'accompagnement éducatif et social (DEAES) est composé comme suit :

- Monsieur le directeur régional et départemental de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ou son représentant, Président du jury ;
- au titre des formateurs ou enseignants issus des établissements de formation préparant au diplôme :

| |
|---------------------|
| BRITTON MARIANNE |
| CHANDELIER SAMANTHA |
| JORDAN FREDERIQUE |

- au titre des représentants des services déconcentrés de l'Etat, des collectivités publiques, de personnes qualifiées :

| |
|----------------|
| BERBICHE NAIMA |
|----------------|

- au titre des représentants qualifiés du secteur professionnel :

| |
|-------------------------|
| GRIMAUT ALINE |
| SOUSSAN DERRIEN PASCALE |

Article 2 :

Le Directeur Régional et Départemental de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale de Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Provence-Alpes-Côte-D'azur.

Marseille, le 07 juillet 2020.

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur régional et départemental
de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale
et par subdélégation,

L'Attachée d'administration

Signé

Sylvie FUZEAU

Mission Nationale de Contrôle (MNC) et d'audit des
organismes de Sécurité Sociale

R93-2020-07-09-001

Arrêté modificatif n° 5/5RGCD2018/6 du 09 juillet 2020
portant modification de la composition du conseil
d'administration du Conseil départemental de l'URSSAF
du Var



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère des solidarités et de la santé

Arrêté modificatif n° 5/5RGCD2018/6 du 09 juillet 2020
portant modification de la composition du conseil d'administration du
Conseil départemental de l'URSSAF du Var

Le ministre des solidarités et de la santé,

- Vu le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 212-2 et D. 231-1 à D. 231-4,
Vu l'arrêté n°5RGCD2018/1 du 17 janvier 2018 portant nomination des membres du conseil d'administration du
Conseil départemental de l'URSSAF du Var,
Vu les arrêtés modificatifs n°1/5RGCD2018/2 du 12 mars 2018, n°2/5RGCD2018/3 du 29 mai 2018,
n°3/5RGCD2018/4 du 15 mars 2019 et n°4/5RGCD2018/5 du 15 mai 2020 portant modification de la
composition du conseil d'administration du Conseil départemental de l'URSSAF du Var,
Vu la proposition de désignation d'un conseiller appelé à siéger au sein dudit conseil, au titre des représentants des
employeurs, formulée par le Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) ;

ARRETE :

Article 1^{er}

La composition du conseil d'administration du Conseil départemental de l'URSSAF du Var est modifiée comme suit :

En tant que représentant des employeurs :

Sur désignation du Mouvement des Entreprises de France - MEDEF

Titulaire Mme **Virginie ROMANO**, en remplacement de M. Pierre MASSAFERRO

Le document annexé au présent arrêté tient compte de cette modification.

Article 2

Le chef d'antenne de Marseille de la Mission Nationale de Contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Fait à Marseille, le 09 juillet 2020

Le ministre des solidarités et de la santé,
Pour le ministre et par délégation :
Le chef d'antenne de Marseille de la Mission Nationale de
Contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale

Pour le Directeur de la Sécurité Sociale
et par délégation
Le Chef d'antenne

« Signé »

David MUNOZ

ANNEXE :

Conseil départemental de l'URSSAF du Var

| Organisations désignatrices | | Nom | Prénom | |
|--|--------------|---------------|--------------------|-------------|
| En tant que Représentants des assurés sociaux : | CGT | Titulaire(s) | DJAFAR | Mouloud |
| | | | GARONE | Jean-Marcel |
| | | Suppléant(s) | PERETTI | Pierre |
| | | | ROBLEZ | Jean |
| | CGT - FO | Titulaire(s) | MOHA | Stéphane |
| | | | ROFFINELLA | Pierre |
| | | Suppléant(s) | BIANCO | Emilie |
| | | | ODOLO | Sandrine |
| | CFDT | Titulaire(s) | CAPELLO | René |
| | | | <i>non désigné</i> | |
| | | Suppléant(s) | BOURRELY | Roger |
| | | | <i>non désigné</i> | |
| CFTC | Titulaire | OLLO | Aurélie | |
| | Suppléant | LETEINTURIER | Stéphane | |
| CFE - CGC | Titulaire | COURT | Alain | |
| | Suppléant | JURY | Thierry | |
| En tant que Représentants des employeurs : | MEDEF | Titulaire(s) | BINDELLI | Alban |
| | | | ROMANO | Virginie |
| | | | MAGAJA | Olivier |
| | | Suppléant(s) | DE BALINCOURT | Béatrix |
| | | | MARI | Benoît |
| | | | RIFFAUD | Nicolas |
| | CPME | Titulaire | ROUX | Laurent |
| | | Suppléant | JOUBERT | Christine |
| U2P | Titulaire | <i>vacant</i> | | |
| | Suppléant | PERLIE | Guy | |
| En tant que Représentants des travailleurs indépendants : | CPME | Titulaire | TRAHIN | Thierry |
| | | Suppléant | GIOVANNONI | Jean-Paul |
| | U2P | Titulaire | DE GAETANO | Jean |
| | | Suppléant | CAPRILE | Jocelyne |
| | UNAPL / CNPL | Titulaire | <i>non désigné</i> | |
| | | Suppléant | <i>non désigné</i> | |
| Dernière mise à jour : | | 09/07/2020 | | |

Dernière(s) modification(s)

Mission Nationale de Contrôle (MNC) et d'audit des
organismes de Sécurité Sociale

R93-2020-07-09-002

Arrêté modificatif n°5/3RG2018/6 du 09 juillet 2020
portant modification de la composition du conseil
d'administration de la Caisse d'Allocations Familiales des
Alpes-Maritimes



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère des solidarités et de la santé

Arrêté modificatif n°5/3RG2018/6 du 09 juillet 2020 portant modification de la composition du conseil d'administration de la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes

Le ministre des solidarités et de la santé,

- Vu le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 212-2, L.231-3, L.231-6-1 et D. 231-1 à D. 231-4,
- Vu l'arrêté n°3RG2018/1 du 5 janvier 2018 portant nomination des membres du conseil d'administration de la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes,
- Vu les arrêtés modificatifs n°1/3RG2018/2 du 7 mars 2018, n°2/3RG2018/3 du 29 mai 2018, n°3/3RG2018/4 du 18 juillet 2019 et n°4/3RG2018/5 du 18 septembre 2019 portant modification de la composition du conseil d'administration de la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes,
- Vu la proposition de désignation d'un conseiller appelé à siéger au sein dudit conseil, au titre des représentants des assurés sociaux, formulée par la Confédération Générale du Travail - Force Ouvrière (CGT-FO),

ARRETE :

Article 1^{er}

La composition du conseil d'administration de la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes est modifiée comme suit :

En tant que représentant des assurés sociaux :

Sur désignation de la Confédération Générale du Travail - Force Ouvrière – CGT-FO

Titulaire Mme **Sandrine DERAEDT**, *en remplacement de Mme Patricia LONGHI*

Le document annexé au présent arrêté tient compte de cette modification.

Article 2

Le chef d'antenne de Marseille de la Mission Nationale de Contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Fait à Marseille, le 09 juillet 2020

Le ministre des solidarités et de la santé,
Pour le ministre et par délégation :
Le chef d'antenne de Marseille de la
Mission Nationale de Contrôle et d'audit
des organismes de sécurité sociale

Pour le Directeur de la Sécurité Sociale
et par délégation
Le Chef d'antenne

« Signé »

David MUNOZ

Page 1

Arrêté modificatif n°5/3RG2018/6 du 09 juillet 2020
Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes

Annexe :

Caisse d'Allocations Familiales des Alpes Maritimes

| Organisations désignatrices | | Nom | Prénom | |
|--|--------------|--------------|----------------|------------------------------|
| En tant que Représentants des assurés sociaux : | CGT | Titulaire(s) | PETIT | Céline |
| | | | PITOCCHI | Gérard Bernard |
| | | Suppléant(s) | DESGRANGES | Alain |
| | | | TITONE | Steeve |
| | CGT - FO | Titulaire(s) | LOMBARD | Patrice |
| | | | DERAEDT | Sandrine |
| | | Suppléant(s) | CHANSSEL | Yves |
| | | | GUALDI | Frédéric |
| | CFDT | Titulaire(s) | HUGUES | Michel Adrien Guy Cyprien |
| | | | MOLLET | Flore |
| | | Suppléant(s) | CHRISTOPHE | Jean Michel |
| | | | KWIATKOWSKI | Sophie |
| | CFTC | Titulaire | BRONZI | Patrice |
| | | Suppléant | SCAVINO NETTIS | Sabrina |
| CFE - CGC | Titulaire | FRANCESCHINI | Laurence | |
| | Suppléant | LAUBRY | Laurent | |
| En tant que Représentants des employeurs : | MEDEF | Titulaire(s) | DUPHIL | Thierry |
| | | | PINEAU VALLIN | Philippe |
| | | | SOBRERO | Germaine |
| | | Suppléant(s) | STIVIN | Jérôme |
| | | | SCOFFIER | Stéphanie |
| | | | SPATERNA | Jérôme |
| | CPME | Titulaire | ALESSANDRI | Marthe |
| | | Suppléant | SMOLDERS | Marie José |
| | U2P | Titulaire | ROBBA | Raoul |
| | | Suppléant | BRION | Philippe |
| En tant que Représentants des travailleurs indépendants : | CPME | Titulaire | TITZ | Jean-Bernard |
| | | Suppléant | NOUGAREDE | Pascal |
| | U2P | Titulaire | PAPY | Carine |
| | | Suppléant | ANSARI | Cecilia |
| | UNAPL / CNPL | Titulaire | SOYER | Jean-Marie |
| | | Suppléant | non désigné | |
| En tant que Représentants des associations familiales : | UNAF / UDAF | Titulaire(s) | FISSON | Maria-Teresa |
| | | | LAPORTE-RIOU | Corinne |
| | | | MARTINI | Philippe |
| | | | OLIVIERI | Michele |
| | | Suppléant(s) | GAUBERTI | Gérard |
| | | | GRECO | Jean-Claude |
| | | | LAPORTE | Dominique |
| | | | MARRA | Michel |
| Personnes qualifiées | | vacant | | |
| | | ERCOLE | Odile | |
| | | FOFANA | Philippe | |
| | | MONIER | Françoise | |
| Dernière mise à jour : | | 09/07/2020 | | |
| Dernière(s) modification(s) | | | | |

Rectorat de l'académie de Nice

R93-2020-06-12-007

Arrêté du 12 juin 2020 portant mise à disposition des
personnels des services régionaux et interacadémiques

RÉGION ACADÉMIQUE
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE
MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

LE RECTEUR DE L'ACADEMIE DE NICE

- VU La loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral, notamment en son article 1er ;
- VU Le décret du Président de la République du 17 décembre 2015 nommant M. Bernard Beignier Recteur de la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU Le décret du Président de la République du 1er avril 2019 nommant M. Richard Laganier Recteur de l'académie de Nice ;
- VU Le décret du 20 novembre 2019 relatif à l'organisation des services déconcentrés des ministres chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;
- VU Les arrêtés du recteur de la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur du 10 mars 2020 publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture (n° R93-2020-033 et R93-2020-03-10-018) portant création de sept services régionaux ;
- VU Les arrêtés du recteur de la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur du 10 mars 2020 publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture (n°R93-2020-033) portant création de trois services interacadémiques

ARRETE

Article 1

Le recteur de l'académie Nice met à la disposition des services régionaux et interacadémiques créés dans la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur les moyens et les personnels permettant leur fonctionnement.

Article 2

Les personnels de l'académie de Nice composant chaque service régional et service interacadémique de la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur, à la date de leur création, sont mentionnés dans les annexes 1 à 10.

Article 3

Le nombre des équivalents temps plein (ETP) mis à la disposition de chaque service régional et service interacadémique, à la date de leur création, par le recteur de l'académie de Nice est fourni dans les annexes 11 et 12.

Article 4

Le présent arrêté est annuel et sera révisé au 1er septembre de chaque année. Ses dispositions sont sans incidence sur l'affectation des personnels composant chaque service régional et service interacadémique dont l'autorité de gestion est le recteur d'académie.

Article 5

Le secrétaire général de l'académie de Nice est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Nice, le 12 juin 2020

Signé

Richard LAGANIER

Annexe 1

Liste des personnels de l'académie de Nice qui composent le service régional chargé de l'information, de l'orientation et de la lutte contre le décrochage scolaire

| | | |
|----------|-------------|------------|
| Madame | Agnès Elena | ANDRIESCU |
| Madame | Aurélie | COSSETTINI |
| Madame | Sylviane | DUPRE |
| Monsieur | Nicolas | FAGET |
| Madame | Christine | FEDELICH |
| Madame | Nathalie | FETNAN |
| Monsieur | Charlie | GALIBERT |
| Madame | Martine | KARATAY |
| Monsieur | Frédéric | MEERPOEL |
| Monsieur | Jonathan | RIGAUD |
| Monsieur | Béatrice | SCHER |

Annexe 2

Liste des personnels de l'académie de Nice qui composent le service régional chargé du numérique éducatif

| | | |
|----------|---------------|---------------|
| Monsieur | Gérald | ARNAUD |
| Monsieur | Eric | AUNE |
| Monsieur | Claude | AZNAR |
| Monsieur | Eric | BEGUIN |
| Monsieur | Cyril | BOUDIER |
| Monsieur | Jérémy | CAMPONOVO |
| Monsieur | Stéphane | CONAN |
| Monsieur | Eric | DEVOLDER |
| Madame | Muriel | DONATI |
| Monsieur | Franck | DUMANOIS |
| Madame | Joëlle | DUPONT-HENNIG |
| Monsieur | Louis | GIRAUD |
| Monsieur | Hugues | LAFFEZ |
| Madame | Juliette | LASSALLE |
| Monsieur | Pascal | LEYSSIEUX |
| Madame | Estelle | LIPRANDI |
| Madame | Audrey | MARIANI |
| Monsieur | Gilles | NAVILIAT |
| Madame | Nathalie | PEREZ |
| Monsieur | David | RAGOT |
| Monsieur | Christophe | ROUX C. |
| Monsieur | Jean Philippe | ROUX |
| Madame | Hélène | TISSEUR |

Annexe 3

Liste des personnels de l'académie de Nice qui composent le service régional chargé des relations européennes, internationales et à la coopération

| | | |
|--------|----------|----------|
| Madame | Cécilia | GOLOBOFF |
| Madame | Cristina | AVRAND |
| Madame | Andréa | MELIS |

Annexe 4

Liste des personnels de l'académie de Nice qui composent le service régional chargé des achats de l'Etat

Madame Virginie MARTINO

Annexe 5

Liste des personnels de l'académie de Nice qui composent le service régional chargé de la politique immobilière de l'Etat

Monsieur Patrice RENO

Annexe 6

Liste des personnels de l'académie de Nice qui composent le service régional chargé de la formation professionnelle initiale et continue et de l'apprentissage

| | | |
|----------|-----------------|------------------|
| Madame | Jessica | AKOUN |
| Madame | Alexandra | ARCE |
| Madame | Béatrice | ARENE |
| Monsieur | Jean-Michel | ARNOUX |
| Madame | Elodie | BAQUIER |
| Madame | Geneviève | BARRACHINA |
| Madame | Ghislaine | BENYAYER |
| Madame | Sybill | BERETTONI |
| Madame | Patricia | BILLERI |
| Monsieur | Jean-Pierre | BOISSIN |
| Monsieur | Patrick | BONNARD |
| Monsieur | Jean-Marc | BOSSARD |
| Madame | Caroline | BRUGNEAUX |
| Monsieur | Christophe | CERAGIOLI |
| Madame | Corinne | CLERISSI |
| Madame | Aurélie | CORNU |
| Madame | Annie | DENANS |
| Monsieur | Patrick | DESPREZ |
| Monsieur | Frédéric | DESPREZ |
| Madame | Aline | DOUINEAU |
| Monsieur | Gilles | DOURNEAU |
| Madame | Isabelle | DUPONT |
| Monsieur | Nicolas | DUPONT |
| Madame | Florence | FAFET |
| Madame | Nathalie | FAVARO |
| Monsieur | Stéphane | GASTAUD |
| Monsieur | Romain | GOURA |
| Madame | Sandrine | HARDY |
| Madame | Stéphanie | JOUVE |
| Madame | Céline | JUIN |
| Monsieur | Cyrille | KLIS |
| Monsieur | Stéphane | LECHEVALIER |
| Madame | Lydie | LETOURNEUR |
| Madame | Valérie | LIBERT |
| Madame | Noëlle | LOIRE |
| Madame | Aurore | MAGNIN |
| Monsieur | Jacques | MAUREL |
| Monsieur | Christophe | MEURANT |
| Madame | Isabelle | MORENO |
| Madame | Christine | MORIN |
| Madame | Marie-Raphaëlle | MORIN |
| Madame | Sandrine | MOSTAPE-BAILLEUL |
| Monsieur | Jordane | NAIR ARNOULD |
| Madame | Evelyne | NANNONI |
| Monsieur | Sami | NEFFATI |
| Madame | Marie | NIEDDU |
| Madame | Marine | NOIROT |

| | | |
|----------|------------|-------------|
| Madame | Carine | OCCELLI |
| Monsieur | Alain | PELLETIER |
| Monsieur | Gilles | PEURON |
| Monsieur | Roger | RAYBAUD |
| Madame | Isabelle | RENAU |
| Madame | Estelle | RENEVIER |
| Monsieur | Cédric | RIQUIER |
| Monsieur | Vittorio | RIPADIMEANA |
| Monsieur | Vincent | ROSET |
| Monsieur | Christophe | SANCHEZ |
| Madame | Florence | SIMOUNET |
| Madame | Corinne | THIEFFRY |
| Madame | Patricia | TRANSON |
| Monsieur | Philippe | VILLEMAGNE |

Annexe 7

Liste des personnels de l'académie de Nice qui composent le service régional chargé de l'enseignement supérieur

| | | |
|--------|-----------|----------|
| Madame | Elodie | CAMPILLO |
| Madame | Geneviève | GAUDET |

Annexe 8

Liste des personnels de l'académie de Nice qui composent le service interacadémique des systèmes d'information

| | | |
|----------|--------------|------------------|
| Monsieur | Michel | AMADORI |
| Monsieur | Lionel | ANDRES |
| Monsieur | Jean-Claude | AYGALENQ |
| Madame | Sabine | BARELLI |
| Monsieur | Yves | BERNIER |
| Monsieur | Frédéric | BESNARD |
| Madame | Marie | BONNET |
| Monsieur | Julien | BOSSUET |
| Madame | Isabelle | BOUVERET |
| Monsieur | Mikael | BUSI |
| Monsieur | Jean-Bernard | CADOT |
| Monsieur | Nicolas | CHARLES |
| Monsieur | Damien | CILIBERTO |
| Monsieur | Patrick | CIURLEO |
| Monsieur | Laurent | COLE |
| Monsieur | Pierre | COLONNA D'ISTRIA |
| Monsieur | Marco | CUZZONI |
| Monsieur | Claude | DEL |
| Madame | Céline | DUSSET |
| Monsieur | Renaud | DUSSOL |
| Monsieur | Thierry | ERNST |
| Monsieur | Didier | HERMET |
| Monsieur | Emmanuel | HINCELIN |
| Monsieur | Eric | JUILLET |
| Monsieur | Nordine | KADA |
| Monsieur | Jean-Louis | LANDUCCI |
| Monsieur | Samir | LASSOUED |
| Monsieur | Thierry | LIEGEOIS |
| Madame | Nathalie | MARIN |
| Monsieur | Nicolas | MARTIN |
| Monsieur | Olivier | MATHIEU |
| Monsieur | Valerian | MONTEIL |
| Monsieur | Olivier | MONTI |
| Monsieur | Denis | MORDILLAT |
| Monsieur | Julien | OLLIVIER |
| Monsieur | Christophe | ORNSTAIN |
| Monsieur | Philippe | PAGEAULT |
| Monsieur | Laurent | PEDAILLES |
| Monsieur | Laurent | PEZZAGNA |
| Monsieur | David | PILLONI |
| Monsieur | Florent | RAMEAU |
| Monsieur | Alexandre | ROUHANI |
| Monsieur | Jean-Paul | ROUMIGUIE |
| Monsieur | Bruno | SALLEFRANQUE |
| Monsieur | Abdelaziz | SQALLI-HOUSSAINI |
| Monsieur | Cédric | STANUS |
| Monsieur | David | TAULAN |
| Madame | Lbtissem | TEBANE |

| | | |
|----------|---------|-----------|
| Monsieur | Michel | TOUSSAINT |
| Monsieur | Alain | VILAPLANA |
| Monsieur | William | WOLFE |

Annexe 9

Liste des personnels de l'académie de Nice qui composent le service interacadémique des études et des statistiques

| | | |
|----------|----------|----------|
| Madame | Maud | COUDÈNE |
| Madame | Isabelle | HURTADO |
| Madame | Julie | MARKT |
| Monsieur | Mario | RAMLJAK |
| Monsieur | Olivier | TERNON |
| Monsieur | Raymond | VACQUIER |
| Madame | Sophie | VALLOUIS |

Annexe 10

Liste des personnels de l'académie de Nice qui composent le service interacadémique des affaires juridiques

Monsieur Didier PUECH

Annexe 11

Nombre des équivalents temps plein (ETP) de l'académie de Nice mis à la disposition de chaque service régional

| | Cat. A (ETP) | Cat. B (ETP) | Cat. C (ETP) | Total (ETP) |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|
| Service régional chargé de l'information, de l'orientation et de la lutte contre le décrochage scolaire | 8 | 0 | 2 | 10 |
| Service régional chargé du numérique éducatif | 10,3 | 0 | 0 | 10,3 |
| Service régional chargé des relations européennes, internationales et à la coopération | 3 | 0 | 0 | 3 |
| Service régional chargé des achats de l'Etat | 0 | 1 | 0 | 1 |
| Service régional chargé de la politique immobilière de l'Etat | 2 | 0 | 0 | 2 |
| Service régional chargé de la formation professionnelle initiale et continue et de l'apprentissage | 56,5 | 1 | 2 | 59,5 |
| Service régional chargé de l'enseignement supérieur | 1 | 1 | 0 | 2 |

Annexe 12

Nombre des équivalents temps plein (ETP) de l'académie de Nice mis à la disposition de chaque service interacadémique

| | Cat. A (ETP) | Cat. B (ETP) | Cat. C (ETP) | Total (ETP) |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|
| Service interacadémique des systèmes d'information | 38 | 23 | 1 | 62 |
| Service interacadémique des études et des statistiques | 5 | 2 | 0 | 7 |
| Service interacadémique des affaires juridiques | 1 | 0 | 0 | 1 |